

n° 742 — 4 F

DU 19 MAI AU 25 MAI 1977

nouvelle édition

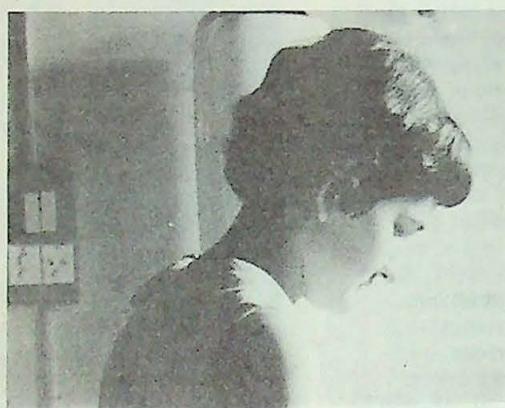
HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

défense :
questions à la gauche

la question que tout le monde se pose



NATIO

NALISA



TIONS

- R. Buhl, secrétaire de la CGT :
« L'important, le rôle direct des travailleurs »
- les syndicats et le sommet de Londres
- 3, rue Vitruve : l'école réinventée
- du « fric » français pour Pretoria

Directeurs politiques :
Christian Guerche — Alain Tlemcen

Rédacteur en chef :
José Sanchez

Rédacteur en chef adjoint :
Claude Deslhiat.

Rubriques :

- OÙ va la France ? Léo Golberg,
- Injustice : Michel Etienne
- Briser la chaîne : Jean-Yves Sparfel
- Lutttes en classes : Stéphan Lyllan
- Les choses de la ville : Jean-François Thoraval
- Pourtant, elle tourne : Bernard Ravenel
- Les exclus de l'intérieur : Dominique Lambert, Michel Camouis
- Garde-à-vous-même : Georges Yverres
- Les armes de la critique : Marion Lay

Collaborateurs permanents :

G. Akoun - Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G. Hercet - J. Julien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan.

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

Maquette :

Max Pagis

Collaboration technique :

J.-L. Craipeau

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux

Elizabeth Vignati

Promotion :

S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :

566-45-37

Commission paritaire : 50360.

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :

Informatic Press. Tél. : 254-71-18,

Saint-Ouen.

Abonnement : 130 F pour un an ; 70 F

pour six mois. Soutien : 200 F. Pour tout

changement d'adresse : joindre 3 F en

timbres et l'ancienne bande adresse.

Où va la France ? _____ P. 4
78 ou '77 ? *F. Turquan* P. 5
La fièvre monte à gauche. *F.-T.* P. 6
Le mouvement syndical et le sommet de Londres

Le pire _____ P. 7
Questions à la gauche. *Appel*

La parole à... _____ P. 8/9
René Buhl, secrétaire de la CGT : « L'important, c'est le rôle direct des travailleurs... ». *Propos recueillis par J.-Y. Sparfel*

Briser la chaîne _____ P. 10
Fasti : après comme avant les élections. *M. Camouis*

Notre dossier _____ P. 11
Nationalisation sous contrôle ouvrier et autogestion
1. Nationalisation et lutte des classes
2. Nationalisation et contrôle ouvrier
3. Nationalisation et appropriation collective
4. Nationalisation et autogestion
5. Nationalisation, planification et transformation des rapports sociaux

Lutttes en classe _____ P. 15/16
3, rue Vitruve : l'école réinventée. *M. Lodève*

Et pourtant elle tourne _____ P. 17
Le dernier des « grands ». *V. Fay* P. 18/19
Du « fric » français pour l'apartheid. *Ph. Marielie* P. 20
Ethiopie : la spirale de la terreur. *R. Lanarche*

Les armes de la critique _____ P. 21
Festival de Cannes : les orphelins gagnent. *F. Gastellier* P. 22
Le théâtre n'est plus ce qu'il était. *D. Nores* P. 23
Télé. Points de vue. *R. Lanarche* P. 24
La fête du PSU



Vient de paraître aux Editions SYROS
168 pages 39 Francs

CHRONIQUES DES ANNEES DE CRISE — 1976

à commander aux éditions Syros 9, rue Borromée 75015 Paris

avec des dessins de :

B. Ascal ; G. Biasi ; S. Birga ; M. Blondel ; P. Carre ; H. Cueco ; J. Dauriac ; J.P. Le Boul'ch ; I. Messac ; G. Netto ; C. Pascarel ; E. Pignon-Ernest ; A. Woehl.

et des textes de :

D. Biga ; Y. Buin ; W. Cliff ; P. Delbourg ; C. Delmas ; J.M. Gibbal ; O. Kaepelin ; A. Laude ; M. Moreau ; B. Noël ; R. Pividal ; Rezvani ; V. Thérame ; P. Tilman ; F. Venaille ; J. Villecrose.

1) Je m'abonne à Tribune socialiste

NOM PRENOM

Adresse

Ci-joint chèque bancaire 1 an 130 F
CCP 6 mois 70 F

Date :

2) Veuillez adresser un abonnement Tribune socialiste

à

NOM PRENOM

Adresse

Ci-joint chèque bancaire 1 an 130 F
CCP 6 mois 70 F

Date :

je désire prendre contact avec le PSU

Nom Prénom

Adresse

Ville Code postal

Profession Age

Bulletin à adresser au Parti socialiste unifié

9, rue Borromée, 75015 PARIS

NATIONALISATIONS

- R. Buhl, secrétaire de la CGT :
- « L'important, le rôle direct des travailleurs »
- les syndicats et le sommet de Londres
- 3, rue Vitruve : l'école réinventée
- du « fric » français pour Pretoria

périodiques politiques

C'était chose faite. Ou quasiment. Du moins le croyait-on. Eh bien non ! Le gouvernement revient sur ses promesses. Lors de l'adoption, à la session parlementaire d'automne, du projet de loi définissant le nouveau régime fiscal de la presse quotidienne (abaissément notamment de la TVA au taux avantageux de 2,1 %), M. Christian Poncelet, à l'époque secrétaire d'Etat au budget, s'était plutôt montré « favorable » à l'extension des mêmes avantages à la presse politique périodique. A deux conditions : que, d'une part, la proposition lui vienne des organismes professionnels compétents ; que, d'autre part, soit définie rigoureusement la nature des périodiques politiques. Le syndicat de la presse politique — auquel a adhéré *Tribune socialiste* —, et qui est présidé par M. Claude Perdriel, a pour sa part contribué à l'élaboration du projet réclamé par les pouvoirs publics. Ce dernier a été remis à l'Hôtel Matignon le 31 mars dernier par MM. Bujon, président de la Fédération de la presse, et Montaron, président du Syndicat de la presse hebdomadaire périodique. On s'explique mal, dans ces conditions, les déclarations de M. Christian Poncelet, aujourd'hui secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, à l'Assemblée nationale. Le 22 avril, en effet, M. Poncelet, répondant à une question orale de M. Robert-André Vivien, feignait d'ignorer l'avis quasi-unanime de la Fédération de la presse. La règle démocratique n'est visiblement pas du goût de M. Poncelet. Il y a tout aussi grave. Il compte « sur les doigts des deux mains » seulement les périodiques politiques dignes de ce nom. En somme il y a périodiques politiques et périodiques politiques. Et tous ne sont pas du goût de M. Poncelet.

J.S. ■

éditorial

vive la grève nationale !

LA grève du 24 mai est assurée de constituer la plus grande manifestation de la puissance des travailleurs que la France ait connue depuis plus de dix ans. Il faut en effet remonter à 1964 pour trouver un exemple comparable. Déjà, à cette époque, il s'agissait de lutter contre un plan d'austérité qui avait pour auteur l'actuel président de la République. Encore le mouvement du 24 mai promet-il d'être plus important par l'ampleur de la participation syndicale qui englobe la quasi-totalité des organisations, cadres compris.

L'adhésion à la grève de Force ouvrière dont l'on connaît la répugnance à entrer dans une action de ce type, surtout en compagnie de la CGT et de la CFDT, est significative de l'isolement du pouvoir qui ne peut plus compter sur la division syndicale et sur la politique contractuelle pour affaiblir le mouvement de protestation populaire.

Le ralliement des cadres à la grève du 24 mai fait frémir « *Le Figaro* » qui publie cette déclaration de M. Yvon Charpentier, président de la CGC : « Le gouvernement fait l'unanimité contre lui ». Certes on peut interpréter différemment la révolte des cadres et certains espèrent bien que leur colère contre le gouvernement Raymond Barre, bénéficiera, en définitive, à la droite. Il reste que la conjonction qui va se réaliser le 24 mai est un coup dur pour l'équipe dirigeante.

DEPUIS que les travailleurs subissent les effets de la crise, hausse des prix et diminution du pouvoir d'achat effectif, chômage atteignant plus quinze cents mille d'entre eux, aggravation des conditions de travail et d'environnement, démantèlement d'entreprises et de secteurs entiers de la production, depuis qu'ils sont soumis aux conséquences des plans d'austérité, à la répression patronale et policière contre leurs luttes, voilà la première réaction globale. Elle montre qu'une lutte d'ensemble est possible, répond aux aspirations de la classe ouvrière. Celle-ci

n'attendait pour agir qu'une conjoncture d'unité. Il est clair qu'il n'y a pas de muraille de Chine entre la situation politique et la lutte sociale et que le résultat des élections municipales et la perspective d'une victoire de la gauche aux législatives, jouent un rôle important dans la mobilisation des travailleurs.

Entre cette volonté de lutte et les propos de François Mitterrand lors de son « duel » télévisé avec Raymond Barre, le contraste est saisissant. Non seulement le Premier secrétaire du Parti socialiste n'a pas évoqué la grève nationale comme l'événement majeur dans l'opposition de tout un peuple à la politique de son interlocuteur, mais encore en se réclamant de « l'apaisement », de la « paix sociale », en se tenant constamment sur la défensive, en laissant Raymond Barre vanter les bienfaits de sa politique sans démonter pièce à pièce le plan d'austérité, sans passer à l'attaque sur les divisions de la majorité, sans dégager les perspectives du changement de société que veulent les travailleurs, il a donné à la majorité — et à la Bourse — une rare occasion de reconfort.

COMME l'a dit Michel Mousel, dans une déclaration que la presse a abondamment citée, « il a donné une démonstration convaincante de ce que la gauche doit éviter si elle veut vraiment gagner les prochaines élections législatives. »

La grève générale du 24 mai devrait donner cependant à l'ensemble du mouvement populaire contre le pouvoir et pour le changement social, une dimension nouvelle. Tous les militants et tous les sympathisants du PSU sont mobilisés pour sa réussite. Tous leurs efforts iront au développement de l'action car il ne saurait être question d'une journée sans lendemain. L'ampleur, la cohésion, la continuité du mouvement commanderont aussi l'issue de la bataille politique.

Victor LEDUC ■

humeur: verte mais pas mûre

La radio verte, puisque par définition c'est écologique, cela doit être différent de toutes les radios déjà existantes. Cela posé, je retiens mon souffle et je fouille dans les paramètres de réussite, faut quand même, pensent certains, que l'auditeur ne se sente pas trop dépaycé et qu'il ne manifeste pas un incoercible rejet de cassettes verte. Dilemme ! Et si le brouet verdâtre apparaissait trop fade ? Les mêmes certains se disent donc quel'on ne va peut-être pas retirer toutes les épices en même temps.

Alors, face à celui qui scande « la parole au peuple » en se prenant pour le peuple, celui qui pense pour le peuple depuis bien longtemps fait le tri dans ses petites recettes.

On met un peu de publicité histoire de ne pas sevrer brutalement le cher z'auditeur.

On s'installe chez Jean-Edern Hallier, en le surveillant du coin de l'œil pour qu'il ne se barre pas avec la caisse et en espérant que sa femme en colère ne le tabassera pas avant la fin de l'émission. Dure épreuve pour ce jeune auteur qui ne retrouvera son calme que dimanche à midi en dégustant les cuisses de grenouille servies par son valet de pied en grande tenue.

Exit Hallier, c'était vraiment pas écologique...

Reste une voix suave venue du Paradis pour distiller le nirvana écolo. Le tout sur fond de musique et mixage super-sophistiqué.

Parfois, sous la sauce on sent la viande : ça a l'air bon. Mais les représentants du peuple grognent : vous confisquez la parole avec vos raffinements. Chœur des techniciens : on peut pas confisquer ce qui n'existe pas.

Entré par le vasistas grand ouvert sur l'antenne, un ange passe...

La cassette s'écoule, bien douce, bien propre, gentiment subversive tandis qu'un hélicoptère tourne bêtement au-dessus du quartier. Dans son ministère, le remplaçant de Ponia rigole : peuple ou pas peuple il s'en fout, au-delà d'un kilomètre du point d'émission, la radio verte est presque parfaitement brouillée...

Super-enchaînement, interview chiadé, jingle, clins d'yeux, allusions pour les copains, la sérénade écologique continue imperturbablement de se dérouler. Soyez cool, radio-verte vous berce.

Le technicien prend son pied et l'écolo ronge son frein. Le premier pense que pour faire de la radio il suffit pas de causer et le second qu'il suffit pas d'émettre. Ce qui n'est pas si paradoxal que cela peut paraître : aucun micro n'a jamais réussi à faire passer la voix de dix personnes en même temps, la technique a des limites précises.

Fin du premier round, la radio-verte continue sans la pub, sans Hallier et avec des nouvelles de quartiers qui viennent troubler la sérénade. Il était temps : on avait failli la baptiser Radio-verte n° 1... C.M. VADROT ■

où va la France ?

78 ou 77 ?

La situation de campagne électorale permanente dans laquelle nous nous trouvons depuis les municipales a connu quelques moments chauds depuis dix jours. Elle traduit, par la fréquence de ses rebondissement successifs et son ton de plus en plus âpre, la gravité de la crise politique provoquée par les difficultés économiques, la montée de la gauche et les dissensions de la majorité.

L'ampleur de cette crise, sans précédent depuis l'avènement de la V^e République, peut provoquer, à court ou moyen terme, une accélération du cours des événements sous la forme d'élections législatives anticipées.

l'épée de Damoclès

Pour la première fois, Giscard d'Estaing vient d'évoquer cette hypothèse, dans son interview à l'Express. Derrière la menace fort peu voilée, qu'en est-il de ses intentions réelles ? A vrai dire, la dissolution de l'actuelle Assemblée cadre mal avec la stratégie giscardienne. Elle ôterait à Giscard son arme suprême face à une gauche victorieuse, à qui elle laisserait le terrain libre pendant l'année suivant sa victoire. Il semble plutôt s'agir de brandir une épée de Damoclès sur la tête du RPR, qui serait présenté dans une telle hypothèse comme le responsable de la crise politique — et donc de l'éventuelle défaite de la droite aux législatives anticipées. Mais il reste que l'autre menace adressée au RPR, celle d'une véritable dictature de l'exécutif donnent aux gaullistes le choix entre le soutien sans conditions et le vote d'une motion de censure avec la gauche peut, si elle est mise en pratique, provoquer la rupture au sein de la droite. Et — c'est là une nouvelle preuve de l'inconséquence politique de Giscard — à des conditions favorables au RPR, malheureuse victime poussée à bout par l'autoritarisme giscardien.

coexistence pacifique... plus ou moins

En fait, les velléités dictatoriales de Giscard vont sans doute être sans lendemain. Le président de la République — et Raymond Barre surtout, dont le soutien est de plus en plus fondamental pour Giscard — doit tout de même se douter que, s'il les traduisait en actes, ceux-ci pourraient avoir des conséquences catastrophiques sur la capacité de la droite à mener la bataille avant et après les élections. La manière dont le gouvernement s'est aplati dans l'affaire de la taxe professionnelle semble traduire cette prise de conscience.

Provisoirement donc, on assiste à la coexistence plus ou moins pacifique des deux stratégies de la droite,

Raymond Barre naviguant au milieu en tentant de les coordonner tant bien que mal.

Chirac... la marge de manœuvre

Il reste que, dans cette situation équivoque, le camp chiraquien se renforce. La coupure entre stratégie giscardienne et stratégie chiraquienne n'existe plus seulement entre le RPR, d'un côté, et les gis-

cardo-centristes, de l'autre ; elle traverse désormais l'ensemble des groupes non gaullistes de la majorité. Le pacte de non agression Chirac-Lecanuët en est un signe : Lecanuët préfère précéder ses troupes, plutôt que de se trouver face à une fronde. Bien sûr, Edgar Faure a raté son OPA ; mais voilà le Parti radical coupé en deux, et sa présidence revenue à l'incontrôlable JJSS, belle figure de général sans troupes et allié fort compromettant pour Giscard.

Le RPR dispose donc de la marge de manœuvre la plus large. Il traduit en fait l'inquiétude croissante du personnel politique de droite, et son argumentation apparaît comme la plus propre à faire se ressaisir l'électorat conservateur déconcerté par le dilettantisme et les palinodies de Giscard. Les succès de Chirac tiennent au fait qu'il semble être le seul à préparer sérieusement l'affrontement avec la gauche.

C'est donc du RPR que peut venir l'initiative déclenchant le processus de la dissolution. Au-delà des prochaines escarmouches entre Giscard et Chirac, c'est moins les problèmes soulevés par telle ou telle proposition gouvernementale que de l'analyse de la situation générale que peut surgir une telle initiative, répondant à la nécessité de choisir le meilleur moment pour la bataille électorale.

Si le pourrissement de la situation économique s'accroît, si la pression populaire — qui vient de contraindre FO à se joindre à la grève du 24 mai — se renforce, c'est à l'autorité que pourra avoir lieu la bataille décisive.

François TURQUAN ■

vient de paraître :

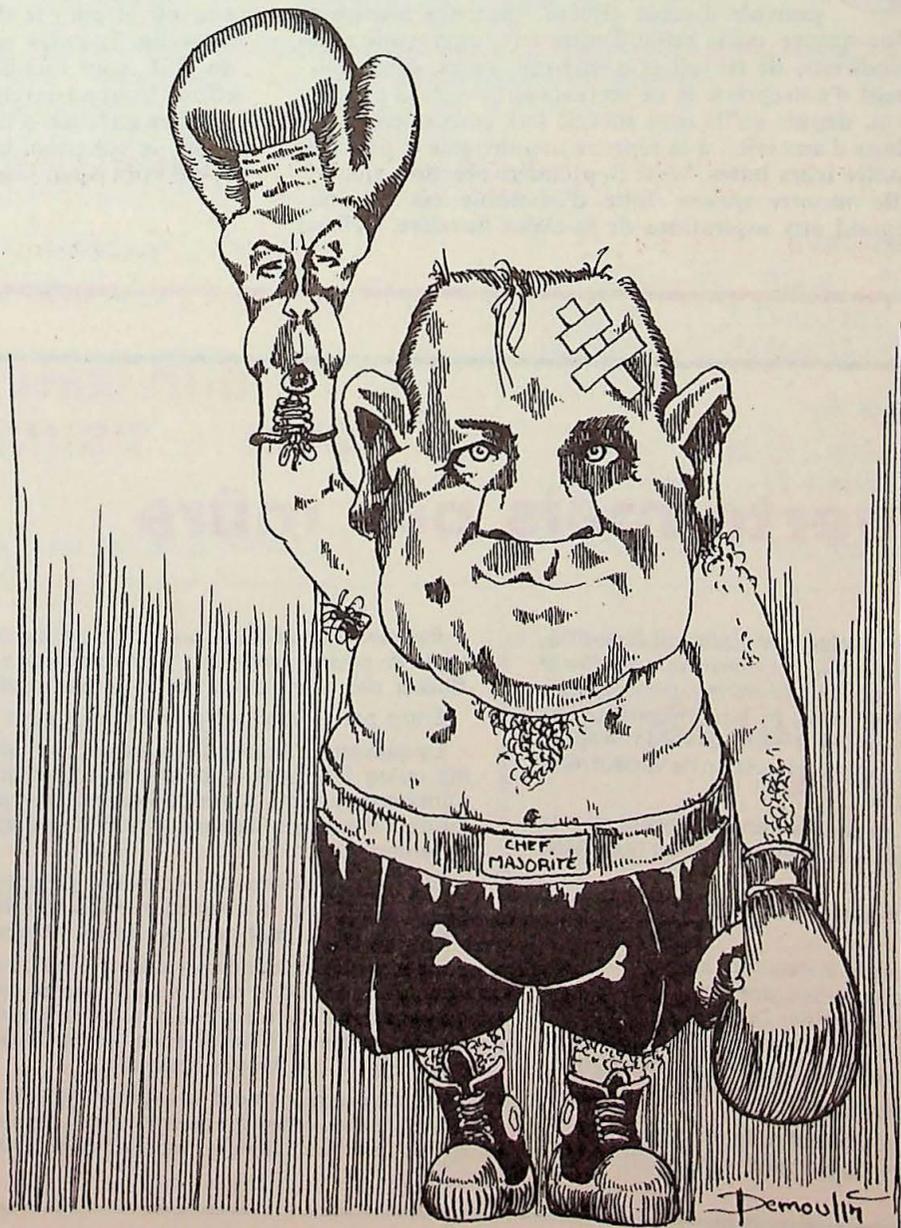


visages du communisme

A ce sommaire :

- Léonid Pliouchtch au congrès du PSU 7
- Les perspectives dans les pays de l'Est 11
Jiri Pelikan
- La Hongrie post-révolutionnaire 28
Janos Kovacs
- Tchécoslovaquie**
- Le second Printemps de Prague 37
Vladimir-Claude Fisera
- Lettre ouverte aux communistes et socialistes d'Europe 45
Zdenek Mlynar
- Le Manifeste de la Charte 77 55
- Pologne**
- Contre la répression anti-ouvrière 61
Karol Modzelewski
- RDA et RFA**
- L'affaire Biermann 75
Robert Havemann, Wolf Biermann
- Interdictions professionnelles 83
- Avant la conférence de Belgrade 86
Milorad Pesic - Bernard Ravenel
- La naissance de l'eurocommunisme 97
Victor Fay
- Impérialisme, tiers monde et antagonismes de classes ... 107
Pierre Jalée

Critique socialiste, revue théorique du PSU, n° 27, janvier-mars 1977, 15 F. Commandes et abonnements : éditions Syros, 9, rue Borromée 75015 PARIS CCP : 19 706 28. Abonnement : France 60 F pour 5 numéros ; étranger 80 F pour 6 numéros.



la fièvre monte à gauche

La perspective des prochaines échéances électorales provoque au sein de la gauche un véritable état de fièvre. Face à l'enjeu important que constitue l'actualisation du Programme commun, on constate une aggravation de cet état, qui s'explique aisément. Il s'agit en effet, pour les trois partis signataires, de faire front aux attaques de la droite, de réaffirmer leur cohésion par rapport à une majorité divisée, mais aussi, pour chacun d'entre eux, de renforcer leur propre audience, au besoin en mordant sur celle de ses alliés.

En indiquant ce que coûtera l'application du Programme commun et dans quels délais il devra être appliqué, le PCF a voulu se présenter comme parti de gouvernement, capable de s'attaquer aux problèmes de gestion économique; il a aussi profité de l'occasion pour rappeler sa volonté de voir appliquer le Programme commun dans son intégralité, et son refus d'un report aux calendes grecques de certaines de ses mesures. En mettant l'accent sur les nationalisations, mais aussi sur la satisfaction des revendications élé-

rand, sans qu'on puisse lui imputer la médiocrité de son apparition télévisée. Elle a en fait été largement provoquée par les louvoisements du PS, l'attitude ambiguë de celui-ci quant au caractère public et ouvert des discussions sur l'actualisation du Programme commun

remise en ordre

La proximité d'un accès possible aux responsabilités gouvernementales se répercute d'une façon quelque peu inquiétante au sein du Parti



mentaires que réclament les travailleurs, il a pu réaffirmer son caractère de parti de classe et opposer un contre-feu à la propagande abondamment distillée depuis plusieurs semaines par certains idéologues ou porte-parole officieux du PS, et qui allait, au nom de la lutte contre l'inflation, dans le sens de la minimisation de ces aspects du Programme commun.

La publication des propositions du PCF a sans nul doute gêné Mitter-

socialiste. Le congrès de Pau avait marqué une première étape dans la remise en ordre du parti, par l'éloignement du CERES du secrétariat. La remise en ordre va aujourd'hui plus loin, même si elle se traduit au prochain congrès en des termes plus nuancés quant à la répartition des postes dirigeants. Le caractère présidentiel du PS se renforce; il s'agit pour François Mitterrand de disposer d'un instrument docile qui lui apporte un soutien inconditionnel, et de

réduire à l'avance les tensions intérieures et les risques de débordement interne que pourrait provoquer l'exercice du pouvoir.

Les problèmes politiques de fond surgiront de celui-ci; c'est pourquoi ils n'apparaissent qu'en filigrane dans les discussions actuelles. Il est révélateur que Mitterrand ne vise, dans ses attaques contre le CERES (et pour des raisons différentes, Rocard) que les aspects organisationnels du débat, y compris en termes disciplinaires. A ses yeux, il n'est visiblement pas admissible que le PS, en tant que machine électorale, voit sa marche en avant freinée par l'existence de tendances contestant sa direction, et, en dernière analyse, la politique menée par son premier secrétaire.

les sirènes électorales

Cette attitude est lourde de signification quant à la conception qui prédo-

mine au sein du PS sur les questions de démocratie interne; mais il est vrai que la social-démocratie a toujours su, sur ce point, distinguer la théorie de la pratique. Sur le fond, elle réduit à néant l'image du « Parti des socialistes », souple, large et ouvert qui avait rendu possible l'opération des « Assises du socialisme ».

« L'autogestion, c'est bon pour les discours de congrès, mais pas pour les campagnes électorales », a dit un jour, en substance, François Mitterrand; on peut à présent se demander si même cela est encore vrai pour lui. Certaines illusions devraient ainsi disparaître chez de nombreux militants de la gauche socialiste. Espérons qu'au-delà des regrets, ils en viendront à l'analyse du choix politique qui s'impose à des militants autogestionnaires pour lesquels les sirènes électorales ne peuvent faire passer sous silence la primauté du combat de classe.

F.T. ■

élus autogestionnaires congrès constitutif Joinville-le-Pont, 21-22 mai

Le congrès constitutif de la Fédération nationale des élus autogestionnaires se tient à la mairie de Joinville-le-Pont les 21 et 22 mai 1977 (1).

Créée à la suite d'un appel lancé par plusieurs dizaines de maires et de conseillers municipaux élus en mars 1977 sur des listes d'orientation socialiste et autogestionnaire. La Fédération nouvelle se fixe trois objectifs principaux :

- soumettre l'exercice du mandat électif au contrôle populaire et susciter la prise en charge par les travailleurs et les habitants eux-mêmes de la gestion de leurs affaires;

- lutter contre l'Etat centralisateur et capitaliste;

- préparer les conditions de l'instauration en France d'une démocratie socialiste autogestionnaire.

Projet d'ordre du jour

● Samedi 21 mai

A partir de 14 heures :

— Rapport introductif du comité d'initiative et fixation de l'ordre du jour.

— Travail de commission sur la mise en place de la Fédération (organisation administrative et financière, statuts, orientation, initiatives, expression extérieure, revue).

Des rapports sont en cours d'élaboration sur chacun de ces thèmes afin de préciser les diverses hypothèses de travail.

— Réunion de carrefours pour un premier échange d'informations et d'expériences sur les thèmes suivants (qui pourront être complétés) : budget municipal, le plan d'occupation des sols, la commune et l'emploi, la commune et la santé, la commune et l'action culturelle et sportive, les problèmes militaires, les actions en cours.

● Dimanche 22 mai

— Rapport des commissions; débat en Assemblée générale, votes des statuts, du rapport d'orientation, du programme de travail, du rapport expression extérieure - revue; élection des organes dirigeants de la fédération.

(1) Accès par le RER depuis la station de métro Nation.

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____ TEL : _____

CODE POSTAL _____

MANDAT ELECTIF _____ COMMUNE _____

Donne son adhésion à la fédération nationale des élus autogestionnaires
Date et signature.

BULLETIN A RETOURNER à la Fédération nationale des élus autogestionnaires c/o Librairie « La Beluga », 5, rue d'Arras, 75005 PARIS, Tél. : 633.33.56.

le mouvement syndical et le sommet de Londres

Les 7 et 8 mai dernier s'est tenu à Londres le « sommet » des sept principaux pays industrialisés (Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, RFA) faisant suite aux conférences de Rambouillet (1975) et de Porto-Rico (1976). Au programme des débats qui réunissaient MIM Trudeau, Carter, Giscard d'Estaing, Callaghan, Andreotti, Fukuda et Schmidt ainsi que leurs ministres des Finances et des Affaires étrangères : l'examen de la situation économique mondiale et notamment les problèmes du chômage et de l'inflation ; le commerce international, la crise de l'énergie, le dialogue nord-sud. La presse a longuement rendu compte de cette rencontre. Elle a en revanche fait le silence sur la Conférence européenne des syndicats qui tentaient, la veille, à Paris de définir leur position sur les problèmes débattus à Londres. *Tribune socialiste* a demandé à un responsable de la CFDT d'expliquer la démarche des organisations syndicales. La réponse qu'il nous apporte ici ne constitue à l'évidence qu'un aspect de la politique internationale d'organisations telles que la CFDT : les problèmes du développement de la solidarité avec les pays du tiers monde, ceux de l'action à mener contre les multinationales ne sont pas abordés. ■

Lorsqu'ils ont pris la décision de ne rien changer à leur politique économique les sept chefs des pays capitalistes les plus importants ne pouvaient ignorer que cela allait à l'exact opposé de ce que réclament tous les syndicats.

Deux jours auparavant, en effet, vingt-deux organisations syndicales s'étaient réunies à Paris. Il y avait là les Américains de l'AFL-CIO, les Japonais du DOMEI, les Espagnols de l'UGT et aussi des syndicalistes canadiens, allemands, français... Seuls exclus : la CGT et le SOHIO japonais — les organisations liées à la FSM mais qui sont aussi fermes que les précédentes dans la condamnation des politiques gouvernementales.

Une condamnation qui a longuement mûrie. Face à la crise et à la montée du chômage, les syndicats occidentaux se sont peu à peu mis d'accord sur un « tronc commun » d'analyse critique. Ils mettent en accusation les grandes sociétés multinationales pour leur rôle dans la spéculation monétaire et la hausse systématique des prix, les gouvernements pour leur impuissance — ou leur refus — à enrayer la montée dramatique du chômage.

Dans le cadre de la Confédération européenne, les syndicats ont accusé gouvernement, patronat et responsables du Marché commun de n'être pas capables d'atteindre les objectifs de réduction du chômage auxquels ils s'étaient engagés.

De réunion en réunion, et en dépit de divergences importantes, toutes les confédérations ont ainsi proposé au nom des travailleurs une politique pour le plein emploi. Elle repose sur la relance de l'activité, en précisant que la création de postes de travail — l'investissement réel — ne passe pas par

le regonflage des profits mais par l'existence d'une demande, donc par le relèvement du pouvoir d'achat. Elle affirme qu'il n'y aura pas de réduction du chômage si la croissance des pays industriels n'est pas au moins de 6% et même plus dans des pays comme les USA et la France. Mais tout cela doit s'accompagner de réformes structurelles : contrôle des mouvements de capitaux, planification des investissements, réforme du système monétaire international, coopération entre pays, soutien des revendications du tiers monde, extension des droits des travailleurs.

La Confédération européenne des syndicats vient de publier un programme de réduction de la durée du travail sans perte de salaire. Elle insiste également en faveur d'un changement dans le contenu de la croissance avec la priorité aux services collectifs.

refroidissement syndicats-gouvernements

Il est clair que pour aboutir à des positions communes chaque organisation a dû admettre que certains de ses objectifs ne soient pas repris. Tel quel, le texte est une condamnation sans appel du plan Barre, mais aussi une critique claire des décisions de Carter ou de Schmidt. Ceci a été rendu possible par le refroidissement des rapports syndicats-gouvernements dans la plupart des pays.

Aux USA, la lune de miel AFL-CIO-Carter aura été de courte durée. Le nouveau président n'a satisfait aucune des demandes des syndicats (SMIC à 3 dollars, abrogation des limitations au droit de grève...); les options de Carter sont de plus en plus

conservatrices et tout se passe comme si il y avait eu un énorme contresens sur ses objectifs. Cela explique la mauvaise humeur de l'AFL-CIO ; mais il est vrai aussi que Carter n'a pas de peine à utiliser le prestige que lui donne, dans l'opinion américaine, son nouveau moralisme contre des dirigeants syndicaux bien usés.

En Allemagne, le DGB et son porte-parole Vetter sont aussi de plus en plus déçus par la politique de Schmidt. La modération syndicale n'a guère été payante. Le DGB a accepté la politique des revenus contre des

s'occuper des jeunes, les caser en formation ou en apprentissage et le problème sera réglé. On est loin de faire du plein emploi une priorité absolue : la peur de l'inflation et des hausses salariales reste déterminante.

plus de palabres : des actions concrètes

Devant cette attitude la plupart des organisations syndicales sont hésitantes. En Grande-Bretagne comme en RFA, les gouvernements de



créations d'emploi ; si le patronat a bien tiré de larges profits de la stagnation des salaires, il les a utilisés plutôt à réduire les effectifs et à investir à l'étranger qu'à créer des postes de travail ; d'où la mauvaise humeur des dirigeants syndicaux. D'autant plus qu'à la base les salariés allemands supportent de moins en moins les restrictions et que des mouvements de grève se profilent dans des sociétés qui n'en ont jamais connus.

les gouvernements... aviseront à l'automne

Tout cela explique que les confédérations syndicales attendaient de la réunion de Londres un changement de cap. Il n'en a rien été : les sept ont décidé qu'il n'y avait pas de raison de changer. Ils sont persuadés qu'au fond la situation n'est pas si mauvaise. Il ya, disent-ils, une reprise aux USA et au Japon, une croissance modérée en Allemagne de l'ordre de 5 à 6%. Seule concession : la promesse que, si d'ici l'automne les chiffres de croissance ne sont pas atteints, ils se réuniront à nouveau pour aviser. Quant au chômage, il semble bien que les thèses du gouvernement français aient été bien partagées : il faut prendre des mesures du type Barre bis : il faut

gauche travailliste ou social-démocrate sont très menacés. Une offensive syndicale, des grèves risquent d'ouvrir la crise politique. Cependant les dirigeants syndicaux sont au pied du mur. Ils peuvent toujours dire que la réunion au sommet de Londres n'était qu'une étape et affirmer qu'il faut continuer la campagne engagée depuis la crise ; il est clair que le temps des belles analyses critiques et des grandes déclarations de politique économique est bien révolue.

Comme l'ont toujours dit la CFDT et la CGT ce sont des objectifs précis qu'il faut poursuivre maintenant au niveau international comme soutien aux luttes nationales. La Confédération européenne des syndicats (CES) doit donner un aspect actif à sa campagne sur la réduction de la durée du travail ; la solidarité contre les agissements des firmes multinationales ne doit plus s'exprimer par des palabres sur les « codes de bonne conduite » que prépare l'OCDE mais par des actions concrètes ; l'idéologie du marché et du libre échange doit être complètement abandonnée au profit de l'extension de la planification, de la socialisation et de l'organisation de la coopération internationale sur des bases d'égalité avec les pays du tiers monde. C'est par là que les organisations syndicales pourront justifier aux yeux des travailleurs leur participation à l'action internationale. ■

questions à la gauche sur la défense nucléaire

Il n'y a pas de changement de société sans changement de la politique de défense nationale. C'est pourquoi le Programme commun a fait à la révision de la politique militaire de la France une place importante : il prévoit la « *renonciation à la force, de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme que ce soit* », et « *l'arrêt immédiat de sa fabrication* ».

Or, depuis qu'elle sent le pouvoir d'Etat à sa portée, la Gauche unie infléchit certaines positions essentielles de son programme. Depuis quelques mois ses instances dirigeantes découvrent à la force nucléaire plus d'avantages que de défauts. Cela ressort notamment des positions prises le 6 novembre dernier par le Comité directeur du Parti socialiste. Le Parti communiste évolue dans le même sens. Le CERES, dans le numéro d'avril 1977 de sa revue *Repères*, affirme que « *pour un pays comme la France, il n'y a pas d'autonomie possible sans dissuasion nucléaire* ». Dans la même revue, le général Bécam évalue à plus de 50 % l'augmentation nécessaire du budget de la défense, en affirmant : « *Notre liberté est à ce prix. Nous pouvons et devons le payer* ».

Ce revirement pose une question de fond : un Etat porté par les aspirations de tout le peuple peut-il être défendu avec les mêmes moyens que l'Etat autoritaire et centralisateur dont une classe minoritaire se sert pour assurer sa domination ?

N'ayant cessé de protester contre une option nucléaire au sujet de laquelle nous estimons que la gauche ne peut s'engager sur cette question capitale si elle n'a pas préalablement permis à ses militants, puis à tous les citoyens, d'en débattre démocratiquement.

C'est dans cet esprit que nous proposons à tous les Français, et particulièrement à ceux qui militent en faveur d'une société socialiste, les réflexions suivantes :

1. A juste titre, la gauche considère comme prioritaires les questions économiques, sociales et monétaires ; mais les questions militaires ont la même importance et la même urgence. L'appareil militaire, en effet, a un impact considérable sur les orientations de l'économie, les options technologiques et scientifiques et les structures de la société. Plus encore que mainte grande firme en position de monopole, l'armée constitue un ensemble de décisions et de pouvoirs que les instances poli-

tiques ne contrôlent qu'imparfaitement. Qu'on pense à la place démesurée que les exportations d'armements prennent dans le commerce extérieur français ; à la militarisation d'industries et de secteurs de la recherche qui travaillent directement ou indirectement pour les besoins de l'armée ; au fait que, déjà premier propriétaire foncier de France, avec 270 000 hectares, l'armée continue d'étendre sa mainmise sur de nouvelles portions de territoire (1) ; à l'imbrication entre les straté-

gies énergétiques et militaires ; aux dangers potentiels que les Ordonnances de 1959, encore si mal connues, feraient peser sur tous les travailleurs dans l'éventualité d'une crise, etc.

l'alibi technique

2. Les structures grâce auxquelles une société se perpétue ne sont pas seulement économiques et politiques : elles sont aussi d'ordre technique. La classe dominante a pris l'habitude d'effectuer ses choix de société sous le couvert de choix techniques. Une fois mises en place, les techniques adoptées déterminent la nature et la dimension des appareils, les rapports des individus entre eux et avec la société, la rigidité ou la souplesse de la hiérarchie, la transparence ou l'opacité de la distribution des tâches, etc. La droite a parfaitement compris que les techniques les plus lourdes, par la concentration de puissance, la rigidité de fonctionnement et l'unité de commandement qu'elles exigent, facilitent la domination d'une « élite » sur la « masse » et de l'appareil d'Etat sur la société, mais excluent la démocratie, l'auto-gestion et le socialisme. Tel est en particulier le cas de la technologie nucléaire, qu'elle soit utilisée pour des réacteurs de puissance géante — qui ne sont pas ici notre sujet — ou pour l'armement atomique. La nucléarisation de la société est un moyen de renforcement des formes les plus autoritaires du pouvoir.

la carte des spécialistes

3. L'arme atomique est par excellence l'arme d'un pouvoir technocratique. La décision et les modalités de son emploi ne peuvent dépendre que de quelques-uns. Elle prive le peuple de l'initiative et de la responsabilité de sa défense. Pis encore : elle expose aux représailles de l'ennemi éventuel une population civile laissée sans protection. Que l'absence d'un réseau d'abris anti-atomiques fasse ou non partie intégrante de la stratégie de dissuasion nucléaire, dans les faits le peuple français est réduit au rôle d'otage et de bouclier humain de l'appareil militaire.

Cette conception de la défense, tout à fait cohérente dans la logique politique de la droite, est incompatible avec celle d'une démocratie socialiste. Nous pensons que le socialisme exige dès le départ une « déspecialisation » de la défense qui abolisse la caste des spécialistes militaires et des armements qui ne sont contrôlables que par cette caste.

Il appartient à la gauche de rendre au peuple le contrôle des finalités et des moyens techniques de sa défense. Il ne peut y avoir de socialisation des moyens de production et d'échange sans une socialisation des moyens de défense. L'arme atomique n'est pas socialisable.

un faux dilemme

4. Une société capitaliste devra avoir les moyens de se défendre. Elle ne pourra compter sur la protection ni

même sur la bienveillance des grandes puissances et de leurs alliés. Mais, pour assurer l'indépendance du pays vis-à-vis des deux « grands », il existe d'autres moyens que l'arme nucléaire. Il appartient à la gauche d'en faire la démonstration et de prouver, sur l'exemple de la France, que l'alternative « nucléarisation » ou « satellisation » est un faux dilemme. En enfermant d'autres pays non alignés dans ce dilemme, la doctrine militaire de la droite favorise ouvertement la prolifération des armements nucléaires. Il importe pour la survie de l'espèce humaine d'inverser la tendance.

Il est donc indispensable que, sans attendre son accession au pouvoir, la gauche engage une réflexion sans a priori d'aucune sorte sur les moyens de défendre le droit du peuple français à construire une société différente. Pas plus que les formes possibles de l'agression, ces moyens ne sont exclusivement militaires. En ce domaine, la volonté politique, l'organisation de la société et l'imagination d'autres moyens de défense sont déterminantes.

Sans préjuger de la nature d'une politique de défense compatible avec la démocratie socialiste, nous demandons :

- que la position du Programme commun sur la force de frappe soit maintenue et appliquée ;
- que, dès l'accession de la gauche au pouvoir, un large débat soit organisé sur la politique de défense ;
- que tous ceux qui proposent de nouvelles techniques d'autodéfense populaire aient la possibilité de mener cette recherche et de se faire entendre de l'opinion.

Les partis de gauche, les syndicats, les candidats aux prochaines élections législatives devront se prononcer sans ambiguïté sur ces trois points. Nous continuerons sans relâche à les interpellier, et nous appelons les organisations, les mouvements, les associations et les personnes qui se reconnaissent dans cette initiative à agir dans le même sens et à rappeler eux aussi leur opposition à l'arme nucléaire. ■

Premières signatures :

Général Jacques de la Bollardière, Michel Bosquet, Claude Bourdet, Bernard Clavel, Jean-Jacques De Félice, René Dumont, Roger Garaudy, Paul Guimard, Marie-José Hasard, Henri Laborit, Denis Langlois, Alexandre Minkowski, Théodore Monod, Michel Mousel, Jean-Marie Muller, Georges Richard-Molard, Vercors, Jean-Pierre Vigier, Pierre Buguière, Elie Jonquet, Léon Maille, (paysans du Larzac), Bernard Girardot, Michel Jeanningros, Roland Vitot (travailleurs de Lip), Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV, ex-APF), Mouvement pour une alternative non-violente (MAN), Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté (MDPL), Mouvement écologique, Mouvement international de la réconciliation (MIR), Parti socialiste unifié (PSU).

Envoyer toute nouvelle signature et toute réaction à ce texte au secrétaire : c/o J. SEMELIN 19, rue Pascal 75005 PARIS.

(1) Les paysans du Larzac, en luttant pour conserver leur outil de travail, contribuent à faire connaître dans l'opinion cette réalité de la militarisation des sols, de plus, par leur lutte, ils posent quelques jalons d'une défense populaire.

Les intertitres sont de la rédaction



Photo Christian Weiss

René Buhl, secrétaire

« L'important, c'est le rôle direct

ne pas attendre 78 pour satisfaire les revendications

T.S. : Après le temps calme des élections municipales, le printemps se fait plus effervescent : remous dans la sidérurgie, mouvement des éboueurs, participation massive des travailleurs du secteur public et nationalisé à la journée d'action du 28 avril et demain, à leur côté, de ceux du secteur privé pour la journée du 24 mai... Allons-nous vers le développement d'un mouvement de grande ampleur ? S'agit-il d'une flambée éphémère, de barouds d'honneur sans lendemain ?

René Buhl : A la période d'hésitation qui a suivi les élections municipales, succède effectivement aujourd'hui une très forte poussée sociale. L'idée qu'on pouvait attendre 1978 pour régler les problèmes revendica-

La poussée revendicative actuelle nous autorise à penser que des coups puissants peuvent être portés à la politique du gouvernement et du patronat, que des avantages réels peuvent être conquis, si l'action est unitaire et persévérante.

T.S. : Avant les vacances ?

R.B. : L'expérience montre que les vacances, sans être forcément une période de pause sociale, ne sont pas la période la plus propice aux actions de grande ampleur. Aussi, souhaitons-nous mettre à profit les mois d'avril, mai et juin pour développer au maximum le mouvement. Le succès de la journée du 28 avril, le vent d'optimisme qui a balayé les cortèges du 1^{er} mai, ne sont pas seulement un *coup dur* pour la politique gouvernementale. Ils constituent un tremplin pour un nouveau développement des luttes. Aussi avons-nous proposé à la FEN qui s'est tenue à l'écart le 28 avril et le 1^{er} mai, en accord avec la CFDT, l'organisation de cette journée nationale du 24 mai qui engagera dans une grève de 24 heures les travailleurs du secteur privé et les travailleurs du secteur

Printemps effervescent — dans la sidérurgie, chez les éboueurs, dans le secteur public et nationalisé. Jusqu'où la CGT est-elle prête à accompagner le mouvement ? Les partis signataires du Programme commun de gouvernement

le 24 mai, ce n'est pas un feu d'artifice

T.S. : Qu'attendre de ces journées nationales dont Barre a déjà précisé qu'elles ne l'amèneraient pas à infléchir sa politique ?

R.B. : Nous ne poussons pas à l'action pour provoquer une crise du régime. Et nous ne pensons pas amener le gouvernement à renoncer à l'ensemble de sa politique d'austérité, à réviser les orientations majeures de sa politique. En revanche, nous pensons que des reculs — des victoires pour les travailleurs — sont possibles sur certains points, sur certaines revendications. La bataille menée à des objectifs précis : refuser la politique d'austérité, défendre le pouvoir d'achat, sauvegarder l'emploi — notamment celui des jeunes —, améliorer les conditions de travail (et, dans ce cadre, se situe la lutte pour l'avancement de l'âge de la retraite et celle pour l'abaissement du temps de travail), défendre la Sécurité sociale, étendre les libertés syndicales, bloquer la réforme Haby... Gouvernement et patronat ne pourront tenir sur tous les fronts ; ils devront lâcher du lest.

Dans de nombreuses entreprises, les patrons ont déjà recruté ; les éboueurs et les dockers viennent de démontrer que l'action persévérante finit toujours par payer.

Nous pensons aussi que ces actions pourraient déboucher, au moins à certains niveaux, sur l'ouverture de discussions que nous réclamons et qui sont obstinément refusées. Jusqu'où iront ces négociations ? Nous n'attendons pas un nouveau *Grenelle*, évidemment...

En bref, la journée du 24 mai n'est pas, pour nous, un simple *feu d'artifice*. C'est un nouveau temps fort de l'action dont nous envisageons déjà les prolongements. Nous souhaitons vivement que ces prolongements puissent se développer dans l'unité et que se renforce le front uni des travailleurs. Quoi qu'il en soit, la CGT continuera après le 24 à multiplier les initiatives de toute nature, à tous les niveaux : branches, secteurs, entreprises...

T.S. : Il y a l'action pour les revendications d'aujourd'hui. Il y a aussi l'action pour les solutions de demain. Demain, c'est-à-dire quand la gauche arrivera au gouvernement. A cet égard, vous vous référez au Programme commun de gouvernement signé par les partis de l'union de la gauche.

Programme que ces partis entendent aujourd'hui réactualiser. Comment vous situez-vous par rapport au PCG et à sa réactualisation ?

R.B. : La CGT n'a pas signé le Programme commun ; et le programme commun n'est pas le programme de la CGT. Lors des discussions avec les partis de gauche, nous avons rappelé quels objectifs sociaux paraissent essentiels aux travailleurs. Ces objectifs revendicatifs, nous les avons inscrits dans notre propre programme arrêté lors de nos congrès. Et c'est seulement parce que le Programme commun, programme de compromis, a effectivement repris à son compte l'essentiel de ces objectifs, que la CGT a décidé de lui apporter son soutien. Mais elle garde son entière indépendance. Après la victoire de la gauche, il lui appartiendra d'ailleurs d'exiger la réalisation des objectifs, retenus dans le Programme commun, qui justifient notre soutien.

De la même manière, dans les discussions actuelles pour l'actualisation du Programme commun, nous n'entendons pas nous constituer en interlocuteur à part entière, sur le même pied, que les partis politiques. Nous sommes prêts à répondre aux sollicitations de ces partis, à nous concerter avec eux. Mais nous n'avons pas à jouer le rôle d'un parti ; nous n'entendons pas être neutre, mais indépendants.

T.S. : Il y aura donc des rencontres bilatérales CGT-partis de l'union de la gauche ?

R.B. : Nous n'avons pas encore été sollicités par les partis. Mais tout laisse à penser qu'avant d'arrêter définitivement leur position, les partis auront avec nous certains contacts, des entretiens qui nous permettront d'exposer notre propre vision des choses.

Même s'il n'y avait pas de discussion, nous estimons qu'il est de notre devoir de rappeler nos revendications essentielles. Nous l'avons fait lors de la récente table ronde organisée par la *Vie ouvrière*. Nous publierons prochainement dans *le Peuple* un document plus global reprenant l'ensemble de nos positions.

J'ajoute que les objectifs sociaux du Programme commun se situent en deçà de l'ensemble du programme revendicatif de la CGT. C'est dire que nous ne saurions accepter de restrictions à ces objectifs. Mais rien ne laisse supposer que des restrictions soient envisagées : il y aura des mises à jour et probablement, sur certains points, des progrès. Rien dont apparemment qui puisse nous amener à re-



tifs a disparu au profit de la volonté d'arracher, tout de suite, un certain nombre de satisfactions. Contraindre le gouvernement à certains reculs dans sa politique d'austérité, c'est possible.

C'est sans doute le fruit du travail d'explication et des initiatives de la CGT, et cela permet maintenant de s'engager dans une période d'action de très haut niveau. L'ampleur du mécontentement et de l'inquiétude qu'alimentent la situation de l'emploi, le blocage des salaires, etc... est d'ailleurs telle qu'elle pourrait se traduire par des dérapages dangereux si l'action n'était pas conduite par des organisations syndicales responsables.

public et nationalisé. Journée massive et unitaire : nous avons tout fait pour y associer Force Ouvrière. Nous y sommes parvenu et nous enregistrons avec une grande satisfaction, pour la première fois depuis la scission, l'accord unitaire des quatre organisations les plus représentatives des travailleurs de notre pays. Nous nous félicitons des ralliements de la CFTC et de la CGC.

Ainsi, ce sont toutes les organisations syndicales unanimes qui disent *non* à la politique d'austérité du gouvernement et du patronat et qui exigent l'ouverture des négociations. Ce 24 mai sera une date historique pour le mouvement syndical.

de la CGT des travailleurs... »

entendent le réactualiser ; comment la CGT se situe-t-elle aujourd'hui par rapport à ce programme qu'elle soutient, bien qu'elle ne l'ait pas signé ? Tribune socialiste a rencontré René Buhl, secrétaire de la CGT.

considérer notre position à l'égard du Programme commun.

Demain, il faudra négocier avec le gouvernement de gauche, dès sa mise en place, le calendrier des mesures à prendre immédiatement (relèvement du SMIC, réduction de la durée de travail, retraite à 60 ans, 55 pour les femmes et certaines professions pénibles, remboursement de la Sécurité sociale, respect et extension des libertés syndicales...) et des objectifs à plus long terme. Cette grande négociation tripartite devra être une des premières tâches d'un gouvernement de gauche.

T.S. : Certains partis ont proposé diverses modifications déjà — par exemple le PS sur les nationalisations, le PCF sur la politique salariale. Quelle est votre position sur ces propositions neuves ?

R.B. : Nous ne formulons aucun jugement sur les positions de tel ou tel parti, sauf sur les questions qui relèvent des compétences syndicales. Notre rôle est d'affirmer les positions globales qui sont celles de la CGT et, je le répète, de rappeler les objectifs revendicatifs essentiels des travailleurs.

Tu cites l'exemple des nationalisations. Dans ce domaine, notre programme est plus ambitieux que celui du Programme commun puisque nous réclamons la nationalisation de la sidérurgie — qui est pour nous le *gros morceau* —, celle des sociétés pétrolières, celle de l'automobile. Nos exigences découlent d'ailleurs de motivations très concrètes : menaces sur l'emploi, conditions déplorables de la gestion des grandes entreprises dans ces secteurs et notamment de la gestion des fonds publics qui leur ont été versés.

pas de solution adaptée entre nationalisation et gestion privée

Nous avons également précisé notre position sur certaines solutions, intermédiaires entre nationalisation et maintien de la gestion privée, préconisées par d'autres. A notre avis, ce ne sont pas des solutions adaptées. L'important, dans la nationalisation — qui n'est pas l'étatisation —, c'est qu'elle donne aux travailleurs des droits réels, un statut en ce qui concerne leur participation à la gestion et au pouvoir dans les entreprises. Nous rejetons toute solution intermédiaire qui ne nous donnerait pas la certitude que le pouvoir sera retiré des mains des capitalistes, ce qui permettraient à ces derniers de

continuer à exercer leurs prérogatives actuelles au travers d'un système bâtard.

T.S. : Comment vous situez-vous dans le débat sur les modalités d'indemnisation des actionnaires des entreprises qui seront nationalisées ?

R.B. : Notre position est nette : il faut dédommager les petits porteurs dont l'épargne investie dans ces actions est aisément mesurable en termes comptables. Pour le reste, le problème doit être réglé cas par cas. Le patronat estime qu'il a des droits parce qu'il est propriétaire des moyens de production —, mais d'où vient-il ces droits sinon de la sueur de ceux qui, par leur travail, lui ont permis de dégager les capitaux nécessaires à l'accroissement de son capital ?

De plus, il faut comparer le montant du dédommagement ouvert par ce

droit et le montant des restitutions qu'il conviendrait d'exiger de lui pour que les comptes soient correctement réglés. Je pense à la sidérurgie, à Dassault... etc. Ne faut-il pas effectuer le décompte de ce que ces grands patrons devraient réserver du fait des subventions, des versements de toute sorte qui leur ont été accordés et dont nous n'avons aucune certitude qu'ils aient été investis dans l'entreprise ?

T.S. : C'est dire qu'en ce domaine, la décision relève, non d'impossibles calculs économiques et comptables, mais d'une appréciation politique ?

R.B. : Effectivement des éléments de caractère politique interviendront. Il ne sera pas possible de s'en tenir aux données comptables de ces sociétés.

la gestion démocratique au-delà des entreprises

T.S. : Dans un document intitulé « La gestion démocratique des entreprises », vous définissez les droits qui devraient être ceux des travailleurs des entreprises qui seront nationalisées. Lors d'un récent colloque, vous êtes revenu sur ce problème capital.

R.B. : Effectivement. Je rappelle brièvement que nous distinguons

nettement à cet égard ce qui sera participation des représentants des travailleurs à la gestion des entreprises et ce qui relèvera du rôle de l'organisation syndicale

Nous affirmons l'indépendance de l'organisation syndicale par rapport à cette participation à la gestion des représentants des travailleurs — même si ces représentants sont proposés par les syndicats et porteurs de leurs revendications concrètes. Le rôle propre de l'organisation syndicale restera de défendre les revendications des travailleurs, de contrôler l'action de leurs représentants au sein des organismes de gestion.

La composition même des instances de gestion garantira l'indépendance des représentants des travailleurs par rapport aux autres représentants. Cette composition variera certes selon les cas. Mais en aucune manière les travailleurs ne pourront être minoritaires par rapport aux représentants du pouvoir politique.

nous mettons l'accent sur la responsabilité directe des travailleurs

Lors de notre colloque, nous avons précisé ce que serait le rôle respectif des organisations syndicales et des représentants des travailleurs à la gestion démocratique non seulement des entreprises mais, plus largement, du pays tout entier : quel sera leur rôle au sein des instances nationales — Conseil économique et social, organismes du Plan... — où se décident les orientations économiques et sociales du pays ? Car le problème du pouvoir des travailleurs ne peut être envisagé au seul niveau de l'entreprise. Il doit être lié au contexte global. C'est aussi ce qui a fait l'objet de nos entretiens avec la CFDT.

Notre volonté, en définitive, a été de mettre l'accent sur la responsabilité directe des travailleurs, sur le rôle très considérable qu'ils auront à jouer pour que ces transformations dans toute la gestion démocratique conduisent aux objectifs que nous nous sommes fixés.

T.S. : Restera un important secteur privé où les droits des travailleurs seront bien moindres...

R.B. : Le problème dans ce secteur est de lier le développement du pouvoir des travailleurs dans le cadre de l'entreprise à l'extension des pouvoirs dévolus aux comités d'entreprise. Pour commencer, ces derniers doivent retrouver les prérogatives qui étaient les leurs lors de leur création et dont ils ont été dépossédés. Il faudra ensuite étendre leurs prérogatives, leur donner un droit de regard sur l'organisation du travail, sur le fonctionnement économique de l'entreprise... Le tout, en s'assurant qu'ils disposeront de l'information, des données économiques, comptables, qui sont déterminantes pour la marche de l'entreprise et leur permettront de se prononcer en toute connaissance de cause.

D'autres discussions seront nécessaires pour asseoir de manière décisive le pouvoir des travailleurs dans l'ensemble des entreprises. Et le rôle d'entraînement que pourra, à cet



briser la chaîne

égard, jouer le secteur public et nationalisé devra être débattu, y compris avec le patronat.

T.S. : Comment le secteur public et nationalisé pourra-t-il peser sur un système qui maintiendra inévitablement, dans un premier temps, certaines des règles actuelles du marché ?

R.B. : La condition de base pour amorcer le processus de changement démocratique — économique, social et politique — du pays est d'assurer la rupture avec l'actuelle domination des monopoles.

Il reste que rien dans le Programme commun ni dans nos orientations confédérales n'établit que seront liquidées totalement les lois du marché actuelles. Nous l'avons dit : il restera un secteur privé important, où l'initiative demeurera, aux mains du patronat. Mais le poids accru du secteur nationalisé sur le fonctionnement du marché est de nature à remettre de l'ordre, d'une part en mettant un terme à la loi des monopoles, d'autre part en limitant les méfaits de la concurrence sauvage. La lutte contre la spéculation est aussi un moyen de cette remise en ordre. Enfin la nationalisation du crédit constituera un moyen efficace d'orientation et d'équilibre.

Tout cela doit permettre de substituer aux lois de la jungle actuelles une régulation bénéfique pour l'intérêt général.

T.S. : A ce rôle économique du secteur public et nationalisé, s'ajoutera le rôle social pilote que ce secteur jouera...

R.B. : Bien sûr. Il ne s'agit pas pour nous d'assurer le développement harmonieux du pays pour le pur plaisir de l'harmonie. Toutes les transformations économiques doivent être mises au service des objectifs sociaux, doivent servir à la satisfaction des revendications des travailleurs. Le progrès social, voilà la finalité du développement économique harmonieux.

pas de transformation sans large soutien des masses populaires

Mais n'oublions pas aussi que des transformations se heurteront à l'hostilité des tenants actuels du système et de la bourgeoisie : sabotage économique, fuite des capitaux, grève de l'investissement sont autant de moyens que le patronat peut opposer à l'affermissement du rôle et des pouvoirs des travailleurs. L'extension du secteur public et nationalisé est aussi une arme pour bloquer ces processus. La nationalisation du crédit en particulier sera un moyen efficace de contrecarrer ces manœuvres.

Mais ce qui paraît le plus décisif, c'est que toutes ces transformations puissent s'appuyer sur le large soutien des masses populaires. Promouvoir ce vaste rassemblement des travailleurs pour garantir la mise en œuvre de cette politique de transformation est pour la CGT une responsabilité fondamentale et une tâche d'aujourd'hui.

propos recueillis par Yves SPARFEL ■

Fasti : après comme avant les élections

Réunies en congrès les 7 et 8 mai dernier, les Associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (ASTI) ont vigoureusement réagi aux dernières décisions du gouvernement, dénonçant « le climat d'insécurité et de répression qui ne fait que s'accroître » avec ces mesures. Il est désormais révolu le temps où la FASTI (Fédération des associations) considérait ses interventions sous l'angle d'une justice formelle. Au fil des années, à travers la confrontation des idées et des pratiques, une lente évolution s'est faite. Aujourd'hui, la Fasti oriente son action dans un sens résolument anticapitaliste.

Mais elle ne remet pas pour autant son sort entre les mains de la gauche. Elle entend faire du possible « espoir » ouvert par l'arrivée de celle-ci au pouvoir, quelque chose de favorable aux travailleurs immigrés. C'est pourquoi « les ASTI entendent affirmer, dès maintenant, avec force, les revendications qu'elles formulent et être présentes aux côtés des travailleurs immigrés en lutte après, comme avant, les élections ». Le mouvement s'homogénéise un peu plus chaque jour et les ASTI « paternalistes » sont une espèce en voie de disparition. La FASTI y gagne en dynamisme.

La présence de nombreux immigrés dans ses rangs (environ un tiers des délégués du congrès) montre qu'elle occupe une place importante dans le soutien aux luttes. La plupart des mouvements autonomes de travailleurs immigrés en France ont fait parvenir au congrès des témoignages de sympathie.

Le congrès a réaffirmé son soutien à la lutte des résidents des foyers Sonacotra. Deux lettres ont été envoyées, l'une au comité de coordination, réaffirmant le soutien apporté à celui-ci sur la base de la plate-forme revendicative de décembre 1975, mais refusant de « cautionner les attaques publiques » lancées contre les confédérations ouvrières. La seconde lettre a été adressée à ces confédérations afin d'exprimer le « désaccord total » de la Fasti quant à la méthode, réaffirmant que le « seul interlocuteur » de la direction de la Sonacotra était le comité de coordination.

La nouvelle direction de la Fasti, qui comprend en nombre égal des élus français et des élus immigrés, s'est engagée à défendre l'orientation adoptée sur l'ensemble de la situation et les moyens d'y faire face : « le véritable programme d'avenir est dans la résolution de synthèse », a affirmé le président Gérard Desbois. Il tenait à rassurer une partie des congressistes, incommodés par certaines formules, jugées trop lapidaires, sur le gauchisme, l'antisyndicalisme, l'articulation avec les propositions contenues dans le Programme commun de la gauche. Ainsi, cette résolution déclare-t-elle : « Les Asti continue-

ront à renforcer l'expression des travailleurs immigrés dans les lieux où ils sont présents, par les associations qu'ils se sont démocratiquement données. Elles contribueront, en particulier, au développement des organisations autonomes des travailleurs immigrés qui se considèrent comme mouvement de masse et œuvreront pour la reconnaissance de ces organisations autonomes par les organisations et mouvements de masse français ».

du côté des femmes de la cgt

Les militantes CGT se sont réunies les 12 et 13 mai à Nanterre, près de Paris, dans le cadre de la « 6^e conférence nationale sur les femmes salariées ». Il y avait là environ sept cents délégués (640 femmes et 52 hommes). Près des trois quarts appartiennent au monde des OS des usines et des bureaux.

La plupart des interventions tournent autour de la surexploitation, elles n'évoquent guère la double exploitation de la femme salariée. Mais le simple fait qu'on l'ait mentionnée marque une prise de conscience nouvelle ou, plus simplement, l'expression d'un « ras le bol » complet. Sans vouloir la monter en épingle, on retiendra cette intervention d'une déléguée déplorant que son militantisme syndical l'ait conduite spécialement à apprendre à taper à la machine : « pourquoi moi, pourquoi pas les camarades masculins » ?

Les critiques à l'égard du plan Barre-bis constituent l'essentiel du débat. Barre avait pris les traits de ce baron Dupin qui, en 1827, déclarait : « Sans doute on ne peut pas, avec des lois, attribuer aux femmes telle ou telle branche de travaux industriels pour en priver le sexe masculin. Mais par des instructions sagement combinées, on peut répandre chez le sexe faible des connaissances et des talents qui créeront la concurrence la plus avantageuse entre le travail de l'homme et celui de la femme ». Cette citation, les déléguées peuvent en prendre connaissance sur les murs du hall d'entrée de la conférence,



Photo ARPP

Egalité des droits, possibilité de changer de métier, carte unique (à la place des cartes de séjour et de travail) : ce sont là les revendications principales que des Asti régionales vont populariser aux six coins de l'Hexagone à l'automne prochain. Mais « la bataille est de tous les instants » ont tenu à préciser les responsables, au terme d'un congrès particulièrement mobilisateur.

Michel CAMOUIS ■

murs qui relatent une partie de l'histoire de la femme.

Une charte revendicative, une résolution finale ainsi qu'un appel « spécifique » à la journée du 24 mai sont adoptés. Ces différents textes ne reflètent qu'imparfaitement les préoccupations exprimées concernant les moyens dont la CGT doit se doter pour permettre à ses militantes, ses adhérentes, et plus généralement aux femmes salariées, de participer à part entière à la décision et à l'action.

Promesse a été faite par les membres du bureau confédéral que l'ensemble des débats serait transmis aux unions et aux fédérations dans les plus brefs délais. Afin de « vérifier la justesse des idées présentées pendant ces deux jours », de débattre des « controverses qui subsistent » car « la CGT n'a aucune raison d'éviter les discussions » même si « la difficulté de se comprendre » est évidente. Toujours selon ces responsables, on devrait « dès la journée du 24 mai » se rendre compte que quelque chose est en train de bouger « du côté des femmes de la CGT ». Ce qui ne peut que réjouir celles dont l'engagement dans ce sens ne date pas d'hier.

M.C. ■

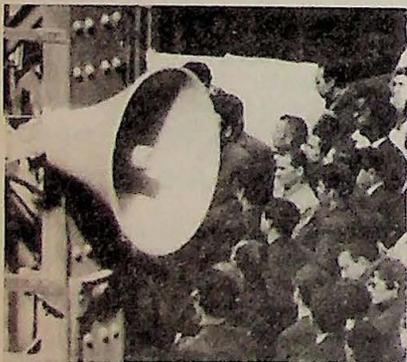


nationalisation sous contrôle ouvrier et autogestion

2. Nationalisation et contrôle ouvrier

2-1. La revendication générale de développement du contrôle ouvrier et populaire ne saurait se limiter aux seuls secteurs et entreprises nationalisés.

Prendre le contrôle pour les travailleurs, c'est cesser de jouer le jeu



du système. C'est décider eux-mêmes, collectivement, de leurs conditions de travail (cadences, horaires, sécurité, répartition du travail, formation...) et de production (rythme, nature et coût...). C'est aller vers une remise en cause de l'ordre capitaliste. Le contrôle ne peut être imposé que par la mobilisation des travailleurs. Dès aujourd'hui des actions collectives vont dans ce sens et imposent : l'ouverture des livres de comptes, le veto du

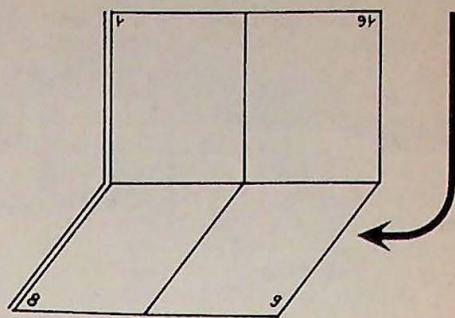
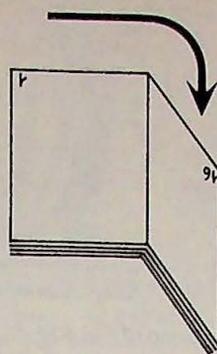
comité d'entreprise sur les licenciements, la libre information des travailleurs en assemblée générale sur les lieux de travail et pendant le temps de travail. Mais le développement du contrôle et sa consolidation sont subordonnés à l'avancée du mouvement populaire dans son ensemble ; faute de quoi les acquis ne tardent pas à être remis en cause par la bourgeoisie.

C'est pour l'ensemble des travailleurs qu'il convient d'affirmer le droit de s'organiser collectivement pour exercer leur contrôle sur la marche de l'entreprise. Même si un texte ne peut en ce domaine se substituer à la volonté des travailleurs, il peut faciliter sérieusement leur action et affaiblir la résistance patronale.

Dans cette perspective, il ne saurait être question d'accepter une logique du double secteur et de concéder l'existence d'un « secteur réservé » au capitalisme contre des concessions de sa part dans le secteur public.

2-2. Les nationalisations doivent être un banc d'essai du développement du contrôle ouvrier

D'abord en ce qui concerne l'acte de nationalisation lui-même. « Nationaliser sous contrôle ouvrier » c'est d'abord signifier que l'opération juridique et financière se

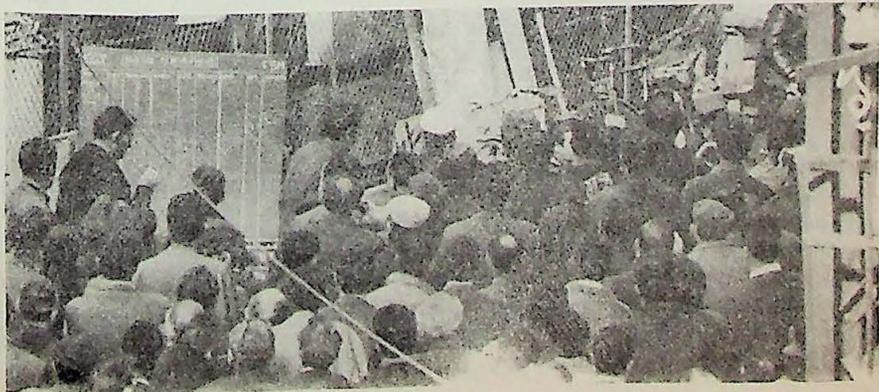


quantitatifs de production. C'est aussi et c'est même surtout, en période de transition socialiste, la définition des objectifs de transformation des rapports sociaux re-cherchés par l'ensemble des travail-leurs : transformation des rapports dans l'entreprise (hiérarchie, divi-sion technique et sociale du travail) mais aussi hors de l'entreprise. Les entreprises nationalisées, labo-ra-toire de ces transformations, ne doivent pas être considérées comme un secteur protégé, isolé du reste des entreprises et de la société. Elles doivent être un point d'appui pour la remise en cause, de proche en proche, des rapports capitalistes. Elles doivent en fait contribuer à faire éclater le cadre même de l'en-terprise, comme lieu privilégié de reproduction des rapports des hé-rarchies et des disciplines capita-

déroule à l'initiative et sous le contrôle des travailleurs.

L'entreprise nationalisée doit faire place à l'exercice du contrôle non seulement sur les conditions de travail mais sur l'ensemble de la gestion, faute de quoi elle ne serait qu'une étatisation bureaucratique.

Cela suppose, dans les entreprises nationalisées comme dans toutes les entreprises, une profonde transformation du comité d'entreprise dont les prérogatives devront être étendues par voie législative, et dont surtout les conditions de fonctionnement seront révisées. L'élection directe de ses membres par atelier ou par service et leur révocabilité permanente doit en faire le lieu d'expression immédiat des revendications et des aspirations des travailleurs et non l'endroit d'une concertation ambiguë avec la direction. Le comité d'entreprise ne comprend que des représentants du personnel.



La planification n'est pas seule-ment la définition des objectifs

5-3. Nationalisations et transformations des rapports sociaux

ché où ne peut s'exprimer que la logique du profit et de la rentabilité doit se substituer le débat politique et démocratique où s'exprime la volonté collective des travailleurs. Les nationalisations sont précises-ment l'un des lieux où s'exprime cette volonté collective à travers les contradictions tenant aux structures actuelles de l'entreprise, en liaison avec des organes démocratiques de planification où l'ensemble des tra-vailleurs (et pas seulement ceux des entreprises nationalisées) auront leur mot à dire.

2-3. Contrôle ouvrier et contrôle populaire

Le contrôle sur l'activité de l'entreprise ne doit pas être la prérogative des seuls travailleurs qui y exercent leur activité. Il doit se ramifier d'une entreprise à l'autre, à l'intérieur d'une même branche, entre entreprises ayant des liens de fournisseurs à clients, entre secteur financier et bancaire et secteur de production. Il doit aussi faire sa place au contrôle des travailleurs qui résident dans le voisinage de l'entreprise sur le respect des conditions écologiques et plus largement des consommateurs sur la production.

Ces liaisons multiples entre organes de contrôle par-dessus les cloisons édifiées par le système capitaliste, constitueront un puissant moyen d'élargissement et d'avancée du contrôle populaire. Elles seront la trame sur laquelle se construira une planification populaire et démocratique de l'économie.



Lors de son X^e congrès réuni à Strasbourg les 28, 29 et 30 janvier 1977, le Parti socialiste unifié a pris en considération un projet de programme pour la construction d'une société socialiste autogestionnaire en France. La partie de ce programme consacrée au problème des nationalisations a fait l'objet d'un débat et d'un vote particulier.

Dans le cadre de l'orientation définie à l'époque, le présent texte s'efforce de développer les propositions sur lesquelles pourraient s'accorder tous ceux qui aujourd'hui partagent ses aspirations socialistes autogestionnaires. Un tel effort d'approfondissement paraît particulièrement nécessaire au moment où s'engage entre les partis signataires du Programme commun de gouvernement une discussion dont les nationalisations sont l'un des enjeux essentiels.

Avertissement

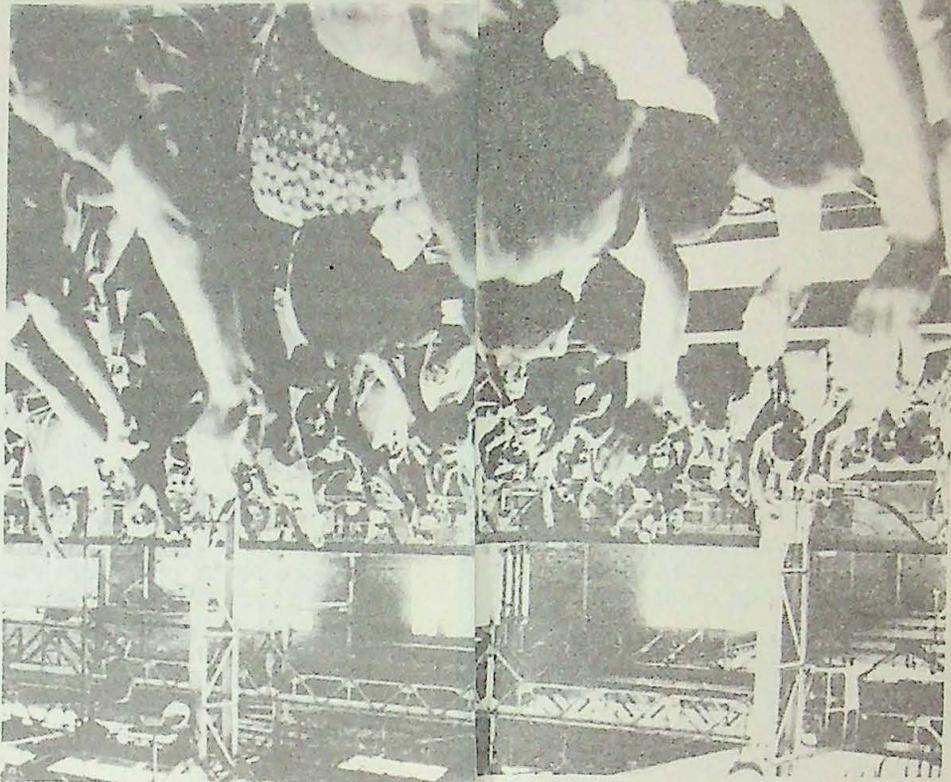
SECTEURS A NATIONALISER DE GAUCHE

3. Dans les autres cas, lorsque les travailleurs demanderont la nationalisation de leur entreprise, le PSU appuiera leur initiative...

...chaque fois qu'elle visera, à travers l'appropriation collective, à renforcer leur contrôle et à imposer pour une orientation socialiste à la gestion de leur entreprise, notamment dans certains secteurs décisifs pour réduire les contre-offensives de la bourgeoisie.

- l'industrie automobile (Peugeot-Citroën, Michelin, Berliet, Chrysler);
- le gros génie civil;
- les grandes sociétés de distribution;
- les grandes entreprises de transports routiers de marchandises et de voyageurs;
- les sociétés de surveillance et de gardiennage;
- les grandes sociétés d'engineering;
- l'industrie de la machine-outil;
- la publicité;
- les grands groupes de production (imprimeries et messageries) de presse capitaliste;
- l'enseignement privé.

Dresser une telle liste, qui n'est évidemment pas exhaustive, ne correspond pas à une volonté systématique de surenchère, mais à une volonté de ne pas escamoter les difficultés qui seront celles de la transition au socialisme.



ensemble des installations des groupes multinationaux);

- (c) les transports aériens et maritimes, les concessions d'autoroutes;
- (d) le traitement et la distribution des eaux;
- (e) le financement des télécommunications et, bien sûr, l'ensemble des filiales des entreprises nationalisées.

LISTE DES ENTREPRISES ET DES PAR UN GOUVERNEMENT

1. Celles qui sont prévues par le Programme commun de gouvernement

● ensemble du secteur bancaire et financier, c'est-à-dire :

- a) la totalité des banques d'affaires : les principaux holdings financiers et banques de dépôts. Les activités des banques étrangères seront contrôlées par la Banque de France. Celle-ci veillera à ce que ces activités ne remettent pas en cause la nationalisation du secteur bancaire et financier, et qu'elles n'aillent pas à l'encontre des objectifs du Plan et de la politique économique nouvelle;
- b) les établissements financiers de ventes à crédit, de financement immobilier, de crédit-bail;
- c) les grandes compagnies d'assurances privées à l'exception des véritables mutuelles.

- dans l'industrie :
 - a) l'ensemble des ressources du sous-sol, de l'armement, des industries spatiales et aéronautiques, de l'industrie nucléaire, de l'industrie pharmaceutique;
 - b) la plus grande partie de l'industrie électronique (ordinateurs) et de l'industrie chimique, c'est-à-dire : Dassault, Roussel-Uclaf, Rhône-Poulenc, IFF-France, Thomson-Brandt, Honeywell-Bull, Pechiney-Ugine-Kuhlmann, Saint-Gobain Pont-à-Mousson, Compagnie générale d'électricité.

2. Celles où le Programme commun ne prévoit que des prises de participation majoritaire :

- a) sidérurgie (Usinor Vallourec, Wendel Sidelor, Solmer, Schneider);
- b) pétrole (CFP, CFR, Elf, Total et

Introduction

Nous n'avons jamais, au PSU, imaginé qu'un programme de nationalisations suffirait à engager notre société sur la route du socialisme autogestionnaire.

Si la gauche arrive demain au gouvernement, les nationalisations ne vaudront précisément que dans la mesure où elles permettront de s'opposer au sabotage économique (et non de lui offrir des occasions supplémentaires), de réorienter profondément l'appareil productif (et non de perfectionner les lois du marché), d'offrir un champ d'expérimentation pour les nécessaires transformations sociales (et non de renforcer la technocratie).

Mais si elles se fixent ces objectifs, alors, les nationalisations constituent un enjeu politique déterminant. Sans doute le premier examen de passage du gouvernement de gauche. Comment imaginer qu'il puisse le franchir s'il ne dispose pas

d'un appui populaire sans défaillance, constitué et renforcé autour de propositions franches et claires ? C'est précisément devant le flou du Programme commun sur de nombreux points concernant cette question des nationalisations, que le PSU avait posé, dès novembre 1976, cinq questions à la gauche. Le débat, pour le moins confus qui s'est ouvert, et les propos, pour le moins contradictoires tenus par les porte-parole les plus autorisés, confirment l'utilité de nos interrogations. Ils rendent plus urgente encore une réponse cohérente du courant socialiste autogestionnaire sur un problème aussi décisif que controversé.

Préciser l'importance et les limites des nationalisations dans une perspective de transition au socialisme, tel est l'objet des développements qui s'articulent autour de cinq chapitres.

Plan

1. — nationalisation et lutte des classes.
2. — nationalisation et contrôle ouvrier.
3. — nationalisation et appropriation collective.
4. — nationalisation et autogestion.
5. — nationalisation, planification et transformation des rapports sociaux.

recourt à toutes les formes de sabotage pour s'opposer à un gouvernement qui s'efforcerait de répondre aux aspirations des travailleurs. Surtout, chaque fois qu'elle a dû céder quelques nationalisations, la bourgeoisie a toujours témoigné d'une grande capacité à en limiter les effets. Tous les moyens lui ont été bons : récupération des fonds grâce aux indemnités, éviction des représentants des travailleurs des organes de contrôle et de gestion, imposition des disciplines du marché aux entreprises nationales. C'est ce qui explique qu'aujourd'hui l'expérience concrète des nationalisations soit loin de susciter l'enthousiasme chez les travailleurs qui l'ont vécue.

1-3. Les nationalisations et la dynamique du mouvement populaire

Les nationalisations s'avèrent donc peu efficaces du point de vue des travailleurs si elles ne s'appuient pas sur une mobilisation réelle de ces derniers qui permette d'asseoir leur contrôle sur l'économie. Toute

pause dans le développement du mouvement populaire est immédiatement mise à profit par la bourgeoisie pour restaurer les bases de son pouvoir. En ce sens les nationalisations ne sauraient être considérées comme un aboutissement mais comme une étape permettant d'affirmer et de consolider un rapport de forces favorable au camp populaire avant une nouvelle avancée.

C'est dans ce sens qu'il convient d'apprécier le débat engagé sur l'extension des nationalisations ; selon que la liste des entreprises à nationaliser est établie dans l'optique d'un compromis avec la bourgeoisie ou qu'elle constitue un point de départ vers l'appropriation collective des moyens de production, elle change évidemment de signification. C'est en nous situant résolument pour notre part dans la seconde perspective, que nous soulevons la réalisation immédiate des nationalisations prévues par le Programme commun de gouvernement signé par le Parti communiste et le Parti socialiste en 1972, ainsi que le soutien aux initiatives des travailleurs visant à assurer leur contrôle collectif et leur pouvoir sur la gestion de l'outil de production.



1. Nationalisation et lutte des classes

1-1. Nationalisation entre réforme et révolution

Dès son apparition dans les débats du mouvement ouvrier (et notamment aux congrès socialistes de 1905 et 1911) le thème des nationalisations se heurte à une vive résistance. Jaurès lui-même estime utile de préciser : Ce n'est pas en devenant patron que l'Etat réalisera le socialisme, mais en préparant l'abolition complète du patronat, aussi bien du patronat de l'Etat que du patronat des particuliers, c'est-à-dire en supprimant les conditions économiques qui rendent possible et nécessaire le patronat sous toutes ses formes, sous la forme publique et sous la forme privée. »

Reprise après la Première Guerre mondiale par la CGT, la campagne en faveur des nationalisations continue de susciter de vives réserves, tant du Parti communiste que de la CGTU, qui n'y voient qu'un moyen de « réformer » un système condamné. Il est clair que les nationalisations réalisées aussi bien en 1936 par le gouvernement du Front populaire qu'en 1945 par le gouvernement du général de Gaulle ne constituent en aucune manière une rupture avec le système capitaliste. Mais, dans la mesure aussi où elles ont été imposées à la bourgeoisie

par un puissant développement du mouvement populaire, elles sont associées aujourd'hui à tout un ensemble de conquêtes sociales qui, sans être le résultat d'une révolution, ont été ressenties par les travailleurs comme des améliorations décisives.

1-2. La bourgeoisie et les nationalisations : opposition et récupération

Même si la bourgeoisie sait faire la différence entre nationalisation et révolution, elle n'est pas prête à consentir de larges nationalisations qui, évidemment, réduiraient son pouvoir. Elle l'a manifesté dès la fin de la dernière guerre en s'efforçant de limiter le programme de nationalisations. Elle le montre encore aujourd'hui en s'efforçant de limiter les investissements dans les entreprises promises à la nationalisation par un éventuel gouvernement de gauche, ou même en en cédant le contrôle à des groupes étrangers (Roussel-Uclaf, Honeywell-Bull) et plus largement en transférant à l'étranger, dans des pays « sûrs », des secteurs entiers de production où les travailleurs manifestent leur combativité (horlogerie, textile, machine-outil...). Elle le montrerait plus encore demain en n'hésitant pas à



4. Nationalisation et autogestion

4-1. Il n'y a pas d'ilot autogestionnaire dans une société qui reste globalement capitaliste...

...même si elle comporte un vaste secteur public. L'exemple des nationalisations passées aussi bien que des expériences coopératives ou mutualistes sont là pour montrer

que le statut de la propriété et la volonté elle-même d'un groupe de travailleurs ne sont jamais suffisants pour rompre la logique globale de la société capitaliste.

De la même manière l'autogestion, qui est une démarche et non un statut, ne saurait être assimilée à la gestion par les seuls travailleurs de l'entreprise, qui risqueraient vite de céder aux réflexes corporatistes ou de susciter la renaissance ou la consolidation de la technocratie.

NOUS PROPOSONS

sera de droit pour les organismes de protection sociale. Pour les particuliers, elle sera dégressive en fonction de la fortune et des revenus : l'échange se fera (en fonction du capital à transformer et des revenus des porteurs) de 100 % pour les situations très modestes à 0 % à l'autre bout de l'échelle. Pour les sociétés, elle entrera dans la négociation des contrats qu'elles passeront avec la banque d'investissement dans le cadre du Plan.

Ainsi toute remise en circulation du capital sera contrôlée. Ces mesures prennent place, évidemment, dans un dispositif d'ensemble qui comprend notamment : un impôt sur la fortune et l'institution d'un revenu minimum garanti pour toutes les catégories, qui entraînera une révision des régimes de retraite et de prévoyance et un abandon progressif de toute forme de capitalisation.

● Au moment de la nationalisation, la transformation des actions en titres non négociables, dont la valeur est définie en fonction du cours des dernières années. Les gros porteurs parti-culiers sont exclus de cet échange. Les titres sont rémunérés à un taux d'intérêt indexé garanti par l'épargne contre la hausse des prix. L'intérêt (qui peut être financé par chaque firme comme lorsqu'elle remu-nère un emprunt) est versé par un organisme public (par exemple la Caisse des Dépôts) de telle sorte que soit rompu le lien juridique et financier entre l'ancien action-naire et l'entreprise.

● Dans les années qui suivent, les titres pourront être transformés en bons du trésor de deux manières : soit par tirage au sort sur vingt ans (ce qui est la règle générale) soit à la demande du porteur. Cette transformation

de favoriser le développement de nouvelles firmes capitalistes avec le produit des indemnités versées aux patrons dont les entreprises seront nationalisées. Mais, à l'inverse, il ne saurait être question de pénaliser les institutions d'épargne populaire qui, détiennent des actions.

...dépend fondamentalement de l'attitude adoptée face au problème précédent. Il ne saurait être question

3-4. L'indemnisation des actionnaires des entreprises nationalisées...

3. Nationalisation et appropriation de l'outil de production

On ne peut en rester à la simple formule de la nationalisation qui consacre la concentration des firmes de dimension nationale ou internationale. La prise de responsabilité des travailleurs au niveau de l'entreprise peut se situer sur le plan national, régional et local.

3-2. Les différents niveaux d'appropriation

a) La propriété des trusts d'inverse-gère nationale sera en général transférée à la collectivité nationale. Mais le caractère national de ces firmes n'exclut nullement leur démembrement en entreprises régionales ou locales (par exemple pour la distribution de l'eau).

b) Les industries moyennes ou légères, dont l'implantation et la diffusion régionale est fortement marquée (exemple de l'industrie hortico-gère dans la Franche-Comté) pourront faire l'objet d'un transfert de propriété au niveau de la région.

c) Le problème se pose également pour les dizaines d'entreprises où des aujourd'hui les travailleurs, en menant souvent de longues grèves,

Juridiquement, le transfert de propriété doit être consacré par une loi votée par le Parlement. La procédure exige un minimum de temps pendant lequel bien des choses peuvent être faites.

3-1. Nationalisation et prénationalisation



10
vent se produire et notamment des entreprises de sabotage déléguées de la part des capitalistes menacés. Il est donc fondamental de consacrer, par des mesures de prénationalisation, le pouvoir des travailleurs de s'opposer à de telles tentatives. Ainsi, en 1944-1945, certaines nationalisations ont été précédées par diverses mesures préparatoires :

5. Nationalisation, planification et transformation des rapports sociaux

5-1. Les nationalisations sont un outil de la planification

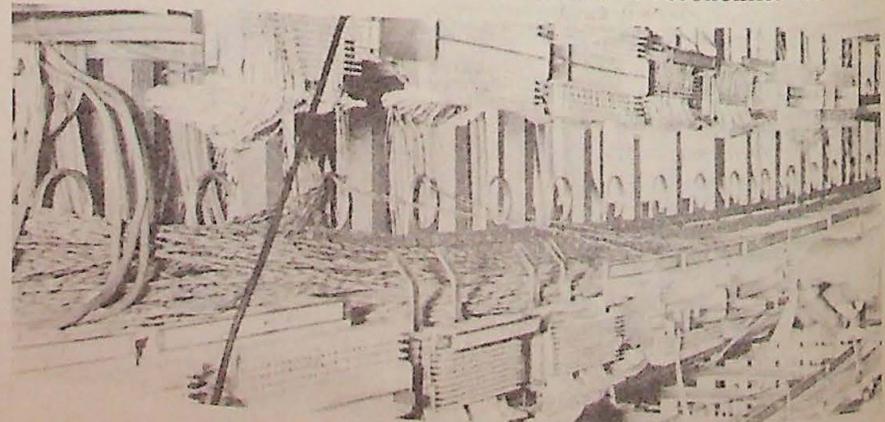
Au-delà de l'aspect défensif qu'elles revêtent face au sabotage de la bourgeoisie, les nationalisations doivent être un instrument au service d'une politique industrielle nouvelle visant la réorientation de l'appareil de production. Ce qui supposera souvent la remise en cause radicale de certains secteurs (industrie nucléaire, industrie automobile, industrie pharmaceutique...). Mais cette articulation ne doit pas résulter de la soumission de directeurs technocrates aux directives de planificateurs technocrates. Elle doit être le fruit des confrontations et des rapprochements qui se

réaliseront entre les travailleurs eux-mêmes dans leur lutte commune pour contrôler leurs conditions de travail et réorienter la production.

C'est dans ce cadre, et de manière publique et démocratique, que doivent se résoudre les contradictions qui à l'évidence divisent et diviseront la classe ouvrière et les couches populaires.

5-2. Les nationalisations, le marché et le Plan

Les nationalisations n'auraient pas plus de sens demain qu'elles n'en ont eu dans le passé si le marché restait la norme en fonction de laquelle toute activité productive doit être jugée, s'il restait le principe de fonctionnement de l'économie. Au mar-



4-2. La gestion des entreprises nationalisées doit préfigurer la société autogestionnaire

Dans les entreprises nationalisées, les travailleurs n'auront pas seulement la faculté d'exercer leur contrôle sur les décisions de la direction. Ils auront eux-mêmes à assurer collectivement l'orientation de l'entreprise dans le cadre du Plan. Il ne suffira pas, pour y parvenir, de se borner à proposer une vague « démocratisation » des organes de gestion actuellement en place dans les entreprises déjà nationalisées. Il faut remettre en cause le principe même de la gestion tripartite (salariés-consommateurs-Etat) qui a inspiré la constitution des conseils d'administration des premières

La composition du conseil d'administration devra faire l'objet d'une négociation globale et périodique dans le cadre du Plan entre les travailleurs de l'entreprise et les organes centraux, régionaux ou locaux du pouvoir afin de refléter la situation réelle de l'entreprise dans l'économie nationale. Il devra comporter en tout état de cause :

- a) des représentants élus des travailleurs de l'entreprise exerçant leur mandat sous l'étroit contrôle de ces derniers ;
- b) des représentants élus ouvriers des entreprises de la

nationalisations. C'est au nom de ce principe formel, qui réserve à l'Etat le pouvoir de nommer la majorité du conseil, que ses représentants qui étaient aussi ceux du patronat ont rapidement imposé leurs volontés aux travailleurs.



même branche ou des entreprises d'amont ou d'aval ;

c) des représentants des associations populaires (sociales, familiales, de consommateurs ou de défense de l'environnement) ;

d) des représentants du pouvoir politique, des organes nationaux, locaux ou régionaux de planification et des services de l'Etat.

La première catégorie devra représenter au moins un tiers des sièges. La première et la seconde catégorie, devront en détenir la majorité. Le conseil élira son président et désignera la direction générale de l'entreprise.

per-banque d'affaires, sans fondermentalement remettre en cause le caractère privé des entreprises en cause.

11
Disons clairement que cela n'est pas notre conception. Pour nous, la nationalisation est avant tout une rupture avec la soumission des travailleurs à la logique capitaliste. Elle remet donc en cause le statut privé de l'entreprise. Il ne faut pas méconnaître que les travailleurs pourront avoir plus ou moins de facilités à faire respecter leurs droits, selon qu'ils se trouveront dans une entreprise nationale monopolistique ou dans une entreprise nationalisée soumise à la concurrence d'entreprises privées. Mais, en tout état de cause, la nationalisation s'affirme comme la volonté de remettre à la collectivité organisée des travailleurs, au niveau le plus approprié, la définition d'une logique de travail et de production en rupture avec la règle capitaliste.



3-3. Les modalités du transfert de propriété

« tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a, ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité nationale ». La nationalisation consiste donc juridiquement dans le transfert de la propriété à la collectivité. Elle recouvre cependant deux conceptions. Pour certains, il s'agit de transférer les actions qui constituent le capital de la société à l'Etat. Ce dernier se constitue ainsi un « portefeuille » qu'il gère comme une su-

luttons en classe

3, rue Vitruve : l'école réinventée

L'école primaire de la rue Vitruve fait partie du groupe expérimental du 20^e arrondissement, créé en 1962 par l'inspecteur Gloton et participe à une recherche sur l'organisation pédagogique de l'école élémentaire dans le cadre de l'Institut national de recherche et de documentation pédagogique. En 1971, aux élections municipales, parents et enseignants de Vitruve obtiennent du Conseil de Paris une subvention pour organiser le départ des deux CE 1 (enfant de 7-8 ans) en classe verte. Depuis, chaque année, cette subvention a été renouvelée et augmentée proportionnellement à la hausse du coût de la vie. Mais cette année, le rapporteur du budget de la Ville de Paris, M. de la Malène a averti les parents que la subvention ne serait pas attribuée.

Parents et enfants, très attachés à leurs « classes vertes », n'entendent pas y renoncer. Sans demander de privilège particulier par rapport aux autres écoles qui bénéficient de classes de neige, de mer ou de nature organisées dans le cadre des services académiques avec un budget attribué, lui aussi, par le Conseil de Paris, tous ceux qui ont « fait » Vitruve veulent que l'école et sa pédagogie originale puissent vivre.

Sont-ils si « subversifs » ces enfants de Vitruve et leurs parents qui depuis 1962 tentent de réinventer l'école ? *Tribune socialiste* est allé voir sur place.

Samedi matin de mai, au 3 de la rue Vitruve, ensoleillée et calme, dans le 20^e arrondissement à Paris, une école d'allure classique, aux murs de brique rose pâle. Nulle effervescence alentour. Mais au premier étage, au

bout d'un long couloir, c'est la foule ; foule en fête, rires d'enfants, orchestres bricolés avec des moyens rudimentaires, décors de lampions et de bougies, panneaux abondamment illustrés...



Photo D.R.

Les adultes — parents, formateurs ou « accompagnateurs » de l'expérience pédagogique de Vitruve — sont assis à l'invitation des enfants pour déguster un menu international comme l'est encore, pour une bonne part, la population de ce quartier de 20^e, même si un grand nombre ont été « déportés » vers la banlieue.

théâtre impromptu et guinguette 1900

Aujourd'hui, enfants et adultes réalisent ce qu'on nomme ici un « projet » : les enfants organisent et animent une pièce de théâtre un peu impromptue, un déjeuner et une exposition ; les adultes sont chargés de reconstituer l'ambiance d'une guinguette, comme il en fleurissait dans ce quartier de Belleville au début du siècle. « Nous travaillons sur ce projet avec soixante gosses de CM 1 et de CM 2 », nous dit l'un des animateurs (un comédien), coiffé de la large casquette, de la chemise à petits plis

et de la fière ceinture rouge de l'« Apache ».

L'exposition, réalisée par un « sous-groupe » d'une vingtaine d'élèves, reflète le regard de ceux-ci sur leurs activités récentes : l'initiation à la vidéo, la vente du muguet, au début du mois, pour mettre « un peu de beurre dans les épinards », des « classes vertes » désormais menacées, ou la grande braderie organisée fin mars avec l'aide matérielle des parents et des commerçants du quartier. Effort qui n'a permis, malheureusement, de récolter qu'un million de francs ; quatre étaient nécessaires pour « sauver Vitruve » menacée par la municipalité.

A leur mesure, les enfants participent activement à l'« opération survie » de l'école Vitruve : une chose est sûre, ni enfants, ni adultes ne veulent voir l'expérience cesser.

On nous fait visiter le studio radio relié par câbles à toutes les salles de l'école et qui pourrait permettre d'émettre sur le quartier avec un support technique adéquat et surtout la sacro-sainte dérogation. « Jusqu'à cinq ou six heures du soir, tous les jours, nous avons travaillé comme des fous pour préparer cette journée, explique notre interlocuteur. Nous voulions que l'expérience de chacun devienne celle de tous, que les acquis individuels se transforment en acquis collectifs ».

De la musique populaire de l'époque 1900 nous parvient à travers les couloirs : « Ce sont des repiquages de 78 tours, nous dit l'« Apache ». Des copains d'un certain âge avaient de vieux disques. Ils y tiennent beaucoup car cela représente le passé. Aujourd'hui nous essayons de le faire revivre un peu ».

Cependant, le déjeuner va bon train. Les enfants ne servent pas moins de cent vingt repas — le maximum que pouvaient assurer vingt gosses.

Mais l'important, bien sûr, ce n'est pas la nourriture. C'est l'occasion ainsi fournie de se rencontrer, de discuter. On discute beaucoup : de « zoom », de Belleville, par exemple, dont on a pu voir ce matin de nombreuses aventures au cours d'un spectacle ininterrompu. Les gosses avaient en effet institué une sorte de théâtre permanent. Théâtre que seule la musique, diffusée largement vers 11 h 30 par les hauts-parleurs, devait arrêter. Les plus jeunes avaient demandé aux « vieux » de leur apprendre à danser : la java surtout, et le

du 8 ^e à 9 ^e	de 9 ^e à 10 ^e	de 10 ^e à 11 ^e	de 11 ^e à 12 ^e	de 12 ^e à 13 ^e	de 13 ^e à 14 ^e	de 14 ^e à 15 ^e	de 15 ^e à 16 ^e
24 élèves	30 !	33 !	17	24	24	16	35 !

= 193 élèves soit de 300 à 750 élèves par semaine !

tango. Bal tout aussi improvisé que le spectacle et qui devait continuer à battre son plein l'après-midi, une fois le repas terminé.

classes vertes, classes ouvertes

A Vitruve, la participation des enfants s'est accrue au long des années. Ouvertes à partir de 1971 les « classes vertes » se sont déroulées, durant les trois premières années, dans une structure assez classique dotée d'un personnel de service chargé des repas et de l'entretien et d'un personnel d'encadrement. Une partie de la journée était réservée au

ment de l'année scolaire. Cette place privilégiée ne signifiait nullement que les classes vertes constituaient un moment à part, des vacances en rupture avec le déroulement de la classe en temps ordinaire, mais qu'elles étaient au contraire le moment où les objectifs pédagogiques (école ouverte sur le milieu et le développement de l'autonomie de l'enfant) peuvent se réaliser avec le plus de cohérence.

Les classes vertes ? Ça commence bien avant le départ de Paris : parents, enseignants, animateurs, cherchent une région qui se prête bien au projet (il y en a eu par exemple en Ardèche). Des commissions de travail sur la recherche du lieu, le budget (entre autres pour déterminer



Photo D.R.

Généralement, même des enfants qui vont à la campagne avec leurs parents ont une idée très vague de ce qu'est la vie rurale. On essaie, dans les classes vertes, de le leur apprendre. La méthode de travail ? Observer, faire une enquête, puis ordonner ces observations et chercher à comprendre leur signification.

Au marché d'un gros bourg de l'Ardèche — et non en consultant les brochures du syndicat d'initiative — on découvre ce qu'on produit dans une ferme, pourquoi il existe des marchés, ce qui reste du commerce dans les villages... Entre gens de la ville et paysans ou artisans, on s'invite, on apprend à se connaître. Les informations ainsi recueillies sont présentées

Paris, le travail d'exploitation se poursuit.

les acquisitions : bien au-delà du scolaire...

Dans un contexte aussi riche, les acquisitions de toutes sortes sont nombreuses : acquisitions de connaissances proprement scolaires — on étudie le lieu choisi : géographie physique, climat, écologie, géographie humaine et économique — et de connaissances pratiques (machines à écrire, à polycopier, caméras, outils...). Surtout, la préparation à la vie collective sur place (on définit les « projets » de travail : les vieux, les animaux... ; on prévoit les menus...) permet d'amorcer la prise en charge des enfants par eux-mêmes. Dès leur arrivée, l'autonomie des enfants, dont beaucoup quittent le milieu familial pour la première fois, s'affirme dans et par l'occupation de l'espace (répartition et organisation des locaux en salles communes, ateliers, salles des groupes...), la création des groupes (qui, au départ, se fait spontanément autour d'une tâche précise : aller chercher le lait à la ferme...) et la prise en charge individuelle (faire son lit, s'habiller, se laver...).

A cet apprentissage s'ajoute celui, essentiel de la rationalité des comportements : partir, c'est prévoir le matériel à emporter, consulter des cartes d'état major... ; rencontrer des paysans, c'est accepter un certain nombre d'interdits : ne pas laisser les barrières ouvertes, ne pas souiller les abreuvoirs... Et bien sûr, les enfants « apprennent » la curiosité, développent leur capacité d'abstraction et d'initiative. Et bien sûr, nul besoin d'artifice pédagogique pour avoir envie d'écrire, de lire ou de compter : la nécessité s'en impose d'elle-même.

Mais cette école-là est, paraît-il, *subversive*.

reportage : Marie LODEVE
dossier fourni par
Liliane et Jean-Marc ■



Photo D.R.

travail scolaire, une autre à la découverte du milieu.

A partir de 1974, les enfants ont été de plus en plus associés aux tâches matérielles. La conception d'une équipe d'adultes polyvalents, assurant tour à tour les tâches matérielles et les tâches pédagogiques sans distinction de statut, s'est élaborée.

Les classes vertes ont alors pris une place privilégiée dans le déroule-

quelle sera la participation financière des parents), le matériel, se mettent en place dès janvier. Dans les groupes qui doivent partir, les enfants préparent les menus qu'ils réaliseront sur place, la liste du matériel collectif nécessaire, des propositions d'organisation sur place.

L'équipe d'animateurs ? Des instituteurs, des étudiants en sciences de l'éducation qui ont effectué un stage dans l'école et des parents.

sous forme de tableaux ou racontées dans des textes, des bandes dessinées.

On s'initie également à des techniques d'expression et de reportage : photos dont on fera des romans-photos ou des montages, films super 8, diapos dessinées sur du rhodoïd ou du calque, enregistrements au magnétophone. Et une grande fête avec tous ceux qu'on a contactés durant cette enquête clôt le séjour. De retour à

le MAS

Le deuxième congrès du MAS s'est tenu ce week-end à Grenoble. Des délais très serrés de fabrication nous empêchent de donner cette semaine les analyses qu'en tirent les étudiants du PSU.

Nous reviendrons très longuement dans le prochain numéro de TS sur les perspectives de ce mouvement autogestionnaire, deuxième force syndicale étudiante.

et pourtant elle tourne...

le dernier des « grands »

La Yougoslavie se prépare à fêter solennellement le double jubilé de Tito : son 85^e anniversaire de naissance et son 40^e anniversaire d'accession au secrétariat général du Parti communiste yougoslave. Date importante pour ce pays que Tito a façonné, auquel il a donné une impulsion, une idéologie et une structure, permettant aux peuples qui le composent de cohabiter, de coopérer, de vivre ensemble. Un tel jubilé, qu'on le veuille ou non, prend une coloration personnelle. Le régime a été pendant plus de trente ans représenté par Tito. Les effets de cet état de choses se font sentir d'autant plus qu'à l'arrière-plan des cérémonies officielles et populaires se projette la crainte d'une disparition inévitable.

Oh ! Il est encore solide ce vieux lutteur qui n'a jamais renoncé, tout en sachant attendre son heure. Il a identifié sa vie avec le combat pour le socialisme, dans la clandestinité, au maquis, au pouvoir. Il est le dernier des grands qui ont lutté contre la peste brune et l'ont vaincue. Il a été l'un des premiers dirigeants communistes, d'après la révolution d'Octobre, à conquérir le pouvoir dans son pays, sans aide aucune ; à vaincre et chasser les envahisseurs fascistes et nazis, à fonder de toutes pièces, sur les ruines de la guerre, un ordre social nouveau, qui a pu résister à toutes les entreprises de démolition.

Certes, il n'était pas seul à s'atteler à cette besogne. Le Parti communiste, les partisans, les peuples yougoslaves, l'ont à la fois inspiré et soutenu. Grâce à ce soutien, il a pu libérer le pays, résister aux pressions soviétiques, déjouer les tentatives de subversion intérieure et de sujétion étrangère.

sans culte de la personnalité

On parle du régime titiste, comme on parle de la théorie marxiste ou de la stratégie léniniste. Cela signifie-t-il qu'on assiste à la création d'un culte de la personnalité de Tito ? Une telle tendance existe. Le vedettariat, grâce aux mass-media, devient une forme d'expression politique, où le contenu s'efface devant l'image d'un homme. Ce n'est pas inévitable. Ni Marx ni Lénine n'ont joui de ce culte, que Staline a établi à son profit, dont Mao a bénéficié peut-être contre sa volonté. Tito a joué un rôle énorme dans l'histoire de son pays. Faut-il s'étonner que ce rôle ait été personnalisé ? Tito n'a jamais cherché à effacer le parti. Il a tenu à apparaître comme le porte-parole d'une idéologie, d'une organisation, d'un Etat. Tout en luttant contre les multiples déviations et oppositions, il n'a jamais eu recours à une oppression et à une répression de masse.

Stalinien orthodoxe jusqu'en 1948, communiste pur et dur, il s'est efforcé

de préserver un minimum d'autonomie pour son parti. Il a su déjouer les manœuvres d'infiltration des services secrets soviétiques, sauvegarder l'indépendance nationale menacée.

un système original qui s'est stabilisé

Il n'a jamais accepté que la Yougoslavie, qui s'est libérée elle-même, devienne un satellite de l'URSS. C'est là-dessus que la rupture a eu lieu, sur le plan national d'abord, social ensuite. Excommuniée, la Yougosla-

vie a dû chercher et trouver une autre voie menant au socialisme.

L'autogestion, qui fait l'originalité du système yougoslave, a permis, en répudiant le monolithisme stalinien, de créer une forme particulière de pluralisme, sans restaurer le multipartisme traditionnel.

Même après la mort de Staline et la réconciliation avec ses successeurs, Tito n'a accepté ni de réintégrer le camp des pays de l'Est, ni de revenir au système soviétique. Il a sauvegardé l'indépendance et la souveraineté de la Yougoslavie.

Il n'a pas imité les structures centralistes de l'URSS. Il n'a pas laissé les Serbes jouer le rôle dirigeant au sein de la fédération des peuples yougoslaves. Tito-le-Croate, ne s'est pas fait le coryphée de l'hégémonie serbe, contre Staline-le-Géorgien, l'est devenu pour la « grande nation russe ».

Parallèlement à l'extension des institutions autogérées, a été étendue l'autonomie des républiques fédérées, puis celle des organisations fédérales de la Ligue des communistes. Cette structure ouverte, bien que subissant la double pression, à la fois centrifuge et centripète, s'est maintenue, malgré les crises dues aux aspirations des autonomistes croates et des démocrates serbes.

Certaines mesures autoritaires, prises sous l'impulsion de Tito, ont pu ternir, pour un temps, l'image de marque de ce pays, qui cherche à se frayer un chemin entre le monolithisme bureaucratique et la démocratie bourgeoise. Une amnistie prochaine en effacera les effets.

Pour éviter l'intégration dans un

des blocs antagonistes, il a préconisé et réalisé le rassemblement des pays non-alignés. Depuis plus de vingt ans, il anime le mouvement de libération nationale et sociale des anciens pays coloniaux et semi-coloniaux. Le non-alignement des Etats du tiers monde, en dépit de leur diversité, est devenu plus qu'une doctrine, une pratique et une espérance.

Ainsi se dessinent les grandes lignes d'un système qui peu à peu accède à un équilibre institutionnel. Il attire pour son expérience, l'intérêt et la sympathie de nombreux travailleurs, déçus par les modèles soviétique et chinois.

Peut-on dire pour autant que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes ? Non, bien entendu, et les Yougoslaves sont les premiers à reconnaître leurs erreurs et à les corriger. Mais le système s'est stabilisé, consolidé. En 1945, Tito était le seul Yougoslave à ne faire partie d'aucune nationalité déterminée. Ils étaient près de 300 000, lors du recensement de 1971, à se dire exclusivement yougoslaves.

la création dépasse le créateur

Né en 1892, dans une famille nombreuse de paysans pauvres, d'un père croate et d'une mère slovène, ouvrier serrurier, il a été formé par le mouvement ouvrier autrichien et, surtout, par le Parti bolchevik en période de révolution et de guerre civile. Il appartient à la première génération de chefs d'Etats d'origine populaire.

La Yougoslavie titiste devient une Yougoslavie autogérée. La création dépasse le créateur. Tito a dit que tout était prêt pour le remplacer. En effet, une direction collective a été mise en place. Tiendra-t-elle face aux échéances, aux difficultés et aux dangers, qui guettent ce petit pays ? Il a donné, pourtant l'exemple de la déstalinisation et de la décolonisation, sans affrontements majeurs.

« La Yougoslavie serait une noix dure à croquer » a dit Tito dernièrement. Un système d'autogestion généralisée, grâce à la loi sur le travail associé ; un système de défense populaire englobant, outre l'armée permanente, une milice armée, forte de huit millions d'hommes et de femmes : tout cela laisse présager que la solidarité yougoslave triomphera des visées séparatistes et dominatrices.

Tito n'est pas un produit du hasard, il est issu des éléments les plus avancés et les plus conscients de son peuple. Il faudra, vu son grand âge, le remplacer bientôt. Il le sera ! Dans une lettre de 1894, Engels a parlé du problème des grands hommes : « C'est un pur hasard que tel grand homme surgisse à tel moment déterminé dans tel pays donné. Si nous le supprimons, on voit surgir l'exigence de son remplacement et ce remplaçant se trouvera tant bien que mal, mais il se trouvera toujours à la longue... » (1)

Ce n'était pas le cas de Marx et de Lénine. Espérons que ce sera le cas de Tito.

Victor FAY ■

(1) Marx et Engels : Etudes philosophiques, Editions Sociales 1961.



photo GAMMA

du fric français pour l'Apartheid

Un ouvrier noir sud-africain a été renvoyé récemment, parce qu'il sortait avec une Australienne : c'est un employé de la firme française Total. Une entreprise de cycles, installée jusque-là en « zone blanche », a diminué de trois fois la masse salariale distribuée à ses ouvriers noirs, après son établissement dans un Bantoustan : il s'agit de Peugeot. Une société de travaux publics a indiqué, dans son dernier rapport d'activité, qu'elle avait pu construire un chemin de fer « en un temps record » : c'est Spie-Batignolles...

On commence à connaître le rôle joué par la V^e République, depuis le début des années soixante, dans la modernisation du potentiel militaire de la patrie de l'apartheid. Il suffit de rappeler que ce pays dispose désormais, grâce à la France, — et malgré l'embargo mis par la plupart des autres nations occidentales à la livraison d'armes à Pretoria — d'un parc d'auto-mitrailleuses et de chars impressionnant, d'escadrilles « Alouette » de tous modèles, d'une centaine de « Mirage » de tous types, de stocks de missiles et munitions diverses, ainsi que de sous-marins classiques et de vedettes côtières. Un propos très autorisé — c'est celui du ministre sud-africain de la Défense — donne une idée de l'importance de ce soutien, qui fait de l'Afrique du Sud la première puissance militaire du continent : « *Que serions-nous aujourd'hui sans la France ?* »

Officiellement, depuis 1975, le gouvernement français a mis un

embargo sur ces ventes d'armes. Mais cette décision, scandaleusement tardive, relève au surplus de l'illusion : elle ne concerne ni les contrats en cours d'exécution, ni la fourniture de pièces détachées, ni les armes et équipements pour la marine de guerre, ni les licences. Ces dernières permettent actuellement à l'Afrique du Sud de fabriquer elle-même l'essentiel des armes dont elle a besoin, y compris les hélicoptères et les « Mirages », le tout grâce au soutien technologique désormais plus discret des services français spécialisés.

nous n'oublierons jamais...

On se souvient aussi que la France a réussi à vendre à l'Afrique du Sud sa première centrale nucléaire, après une lutte au couteau avec des groupes américains et néerlandais. Ce mar-

ché a pu être obtenu grâce à la constitution d'un consortium de prêts groupant autour du Crédit lyonnais plusieurs banques françaises et disposant d'une garantie du gouvernement français. Cela se passait en juin 1976, au moment du déclenchement des émeutes de Soweto : « *Des enfants sont morts tués par des armes françaises ; le président Giscard et son gouvernement doivent savoir que nous ne l'oublierons jamais*, a déclaré Winnie Mandela, épouse du leader de l'African National Congress (ANC) emprisonné à vie, avant d'être elle-même conduite en prison. « *Chacun d'entre nous se souviendra qu'au moment où, ici, les policiers ouvraient le feu sur des Africains de tous âges, la France vendait une centrale nucléaire au capitalisme qui nous emprisonne. Le peuple français doit savoir ce qui se passe ici, et dans quel camp l'ont rangé ses dirigeants* » (1).

il faut venir

On sait moins, par contre, que quatre vingt entreprises françaises commercent régulièrement avec ce pays, et qu'une centaine y sont installées en permanence : usines, filiales, ou représentations. Certes, si l'on exclut les armements, la France n'est que le cinquième fournisseur de l'Afrique du Sud, derrière les autres « grands » du monde occidental : États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale, Japon. Mais cette forme de soutien est jugée essentielle par le régime sud-africain qui sent monter les périls — indépendance des colonies portugaises, développement de la guérilla en Rhodésie et en Namibie, révolte de la jeunesse, isolement international — et souhaite s'équiper au maximum, pour être en mesure de faire face à un « siège » éventuel.

Cette collaboration économique, qui « double » peu à peu la coopération militaire, est encouragée par les autorités françaises. Certains propos tenus, par exemple, par M. Herbaut, conseiller commercial à l'ambassade de France en Afrique du Sud, à l'occasion d'une journée de « promotion », donnent une idée de la « stratégie » utilisée pour attirer les patrons français (2) :

« *Vous savez que l'Afrique du Sud produit le charbon le moins cher du monde, parce qu'il est facilement exploitable, et aussi — ne l'oublions pas — parce qu'ils ont la main d'œuvre la moins chère du monde pour des tas de raisons* » :

« *L'Afrique du Sud est riche, mais elle a trois problèmes majeurs : le manque d'eau ; le manque de pétrole ; le manque d'hommes. Pour ce dernier point, il ne s'agit pas de la quantité, mais de la qualité : elle a des managers ; elle dispose de manœuvres ; mais il lui faut beaucoup de cadres moyens et d'ingénieurs. Cela provient du fait que la population blanche n'est pas très importante* ».

« *Pour l'instant, nous ne sommes pas de taille à nous attaquer au marché non blanc, car la plupart des non-blancs n'ont pas les revenus pour acheter ce que nous leur présentons. Mais en ce qui concerne le marché de luxe, il n'y a absolument pas de doute : il y a gens qui ont un argent*

fou à dépenser et qui achètent n'importe quoi. Nous pouvons faire une percée considérable ; mais il faut venir... »

des noms connus

On est donc venu. Pour le « luxe » justement, voici Martell, qui se vante de produire maintenant son Cognac en Afrique du Sud ; le gratin des grands parfumeurs « de Paris » ; le Club Méditerranée, et ses sept mille adhérents sud-africains...

Mais il y a plus sérieux. Dans le secteur de l'énergie, le charbon : en 1974, la France importait 27 000 tonnes de minerai sud-africain ; en 1976, elle en a acheté 987 000, et il est prévu d'en faire venir 3 millions de tonnes en 1980. L'Afrique du Sud sera ainsi le premier fournisseur de la France, pays où l'on ferme consciencieusement les puits miniers, les uns après les autres.

La France est également le principal maître d'œuvre de la modernisation de la flotte et des ports sud-africains : plusieurs navires porte-containers ultra-modernes sont en construction aux chantiers de l'Atlantique, de la Ciotat et de Dunkerque ; Fruhauf fabrique les containers, CGE-Alsthom et Babcock les tapis roulants et les équipements de ports. Des entreprises françaises (dont certaines avaient pris une part active à la construction des barrages de Cunene et Caborra-Bassa), sont associées à la construction de plusieurs centrales nucléaires électriques : CGE-Crédit lyonnais, Alsthom-Rateau, Spie-Batignolles. Total (Compagnie française des pétroles) dispose de cinq cents points de distribution en Afrique du Sud, tandis qu'Elf-Aquitaine est installé en Namibie.

Il faut aussi mentionner Creusot-Loire et ses filiales ; les cycles et voitures Peugeot ; de nombreuses entreprises du bâtiment — Spie Batignolles, Jean Lefebvre, Grands travaux de Marseille, Socea, Degrémont ; une activité soutenue dans le recrutement des cadres (voir les petites annonces alléchantes dans les journaux français) ; le développement du « tourisme d'affaires » (par exemple, les voyages de la Société générale, du *Quotidien de Médécine*, de plusieurs grandes écoles) ; le trafic en passagers et fret assuré depuis vingt-deux ans par l'Union des transports aériens (UTA)...

Le plus grave est que ces firmes participent au système de l'apartheid, et que les patrons français jouent, sans honte ni scrupules apparents, le jeu des lois sud-africaines : les emplois qualifiés, dans leurs entreprises, sont réservés aux Blancs ; les travailleurs noirs vivent dans des « compounds » (cités) réservés ; les syndicats noirs n'ont pas droit d'existence légale... Elles tirent donc profit d'une situation d'exploitation optimale de la main d'œuvre noire, dans le cadre des lois ségrégationnistes.

le boycott de janvier

Les syndicats et partis de gauche en France — pour qui cette question des investissements en Afrique du Sud et des ventes d'armes a long-

le congrès anti-outspan

La Campagne Anti-Outspan (CAO) (1), mouvement anti-apartheid auquel adhère notamment le PSU, a tenu son second congrès les 7 et 8 mai, à Villeurbanne (Rhône). Les représentants de quatre-vingt groupes locaux ont entendu le message d'une représentante de l'African National Congress (ANC), et assisté à une table ronde sur les investissements étrangers en Afrique du Sud, à laquelle participaient des délégués de comités anti-apartheid britanniques et néerlandais.

Un syndicaliste sud africain blanc, banni dans son pays, David Hemson, a rendu compte des luttes ouvrières dans la région de Durban ; un militant sud-africain réfugié en Hollande, Esaü du Plessis, a raconté comment les militants néerlandais ont fait reculer la seconde banque du pays ; un dirigeant du mouvement anti-apartheid de Londres a fait une communication sur les activités illégales de la société française Total, qui ravitaille la Rhodésie en pétrole via l'Afrique du Sud, malgré les consignes de boycott données par les Nations-Unies.

Plusieurs décisions ont été prises : « régionalisation » des structures d'animation du mouvement ; organisation d'une semaine de solidarité du 16 au 26 juin, pour commémorer le début des émeutes de Soweto ; organisation d'une caravane sur la « route des vacances », du 15 juillet au 15 août, avec des haltes aux rassemblements de Malville (30 juillet) et du Larzac (15 août) ; lancement, à la rentrée, du boycott d'une chaîne de magasins vendant des agrumes sud-africains et début d'une campagne d'explications sur les investissements des firmes françaises en Afrique du Sud.

Ces campagnes prendront notamment appui sur deux publications récentes : « *Un peuple sous les verrous* », supplément à *Apartheid Non*, dossier sur la répression dans les prisons sud-africaines ; « *Luttes ouvrières en Afrique du Sud* », un ouvrage édité chez Syros, et écrit par Brigitte Lachartre, animatrice du Collectif de recherche et d'information sur l'Afrique australe (CRIAIA).

(2) (Campagne Anti Outspan, 46, rue de Vaugirard, Paris 75006 Tél. 336.00.14).

temps été considérée comme «tabou», dans la mesure où elle touchait directement à la balance des paiements et à l'emploi dans certaines branches industrielles — ont commencé à s'attaquer au problème. Le Parti communiste, le Parti socialiste, le PSU ont nettement condamné les ventes d'armes et dénoncé le rôle «d'honnête courtier» que s'est attribué la France dans les échanges avec un pays qui est, en principe, au ban des nations.

commerçant avec l'Afrique du Sud les autorisations de sorties de devises; les postiers britanniques ont tenté de lancer un boycott de quinze jours du courrier et des communications entre l'Angleterre et l'Afrique du Sud; les dockers de Rotterdam et Amsterdam ont arrêté toute manipulation de marchandises à destination de Johannesburg pendant une journée. La Confédération ouest-allemande des syndicats a invité le gouvernement de Bonn à se prononcer en faveur de

une légitimité morale

Même partiel, limité, provisoire, ce boycott a surtout — à court terme — des effets psychologiques: il est, pour les éventuels investisseurs, une incitation supplémentaire à plus de prudence. On le voit notamment aux Etats-Unis où quinze organisations religieuses ont fait valoir leurs droits d'actionnaires dans des grandes banques afin qu'elles cessent d'accorder des prêts à l'Afrique du Sud; une démarche similaire a été faite par le Conseil national des Eglises auprès de l'administration, pour indiquer que les 750 millions de dollars prêtés par les USA à l'Afrique du Sud en 1976 «constituent non seulement un soutien financier, mais aussi une légitimité morale à l'Afrique du Sud».

Une étude confidentielle réalisée au début 1977 par l'université du Cap indique justement que la plupart des 360 sociétés américaines ayant des filiales en Afrique du Sud n'ont pas l'intention d'accroître leurs investissements dans ce pays (estimés pour le moment à un milliard et demi de dollars); et que certaines, «démoralisées» par le climat social et politique à la suite des émeutes de l'été dernier, envisagent même de quitter le pays.

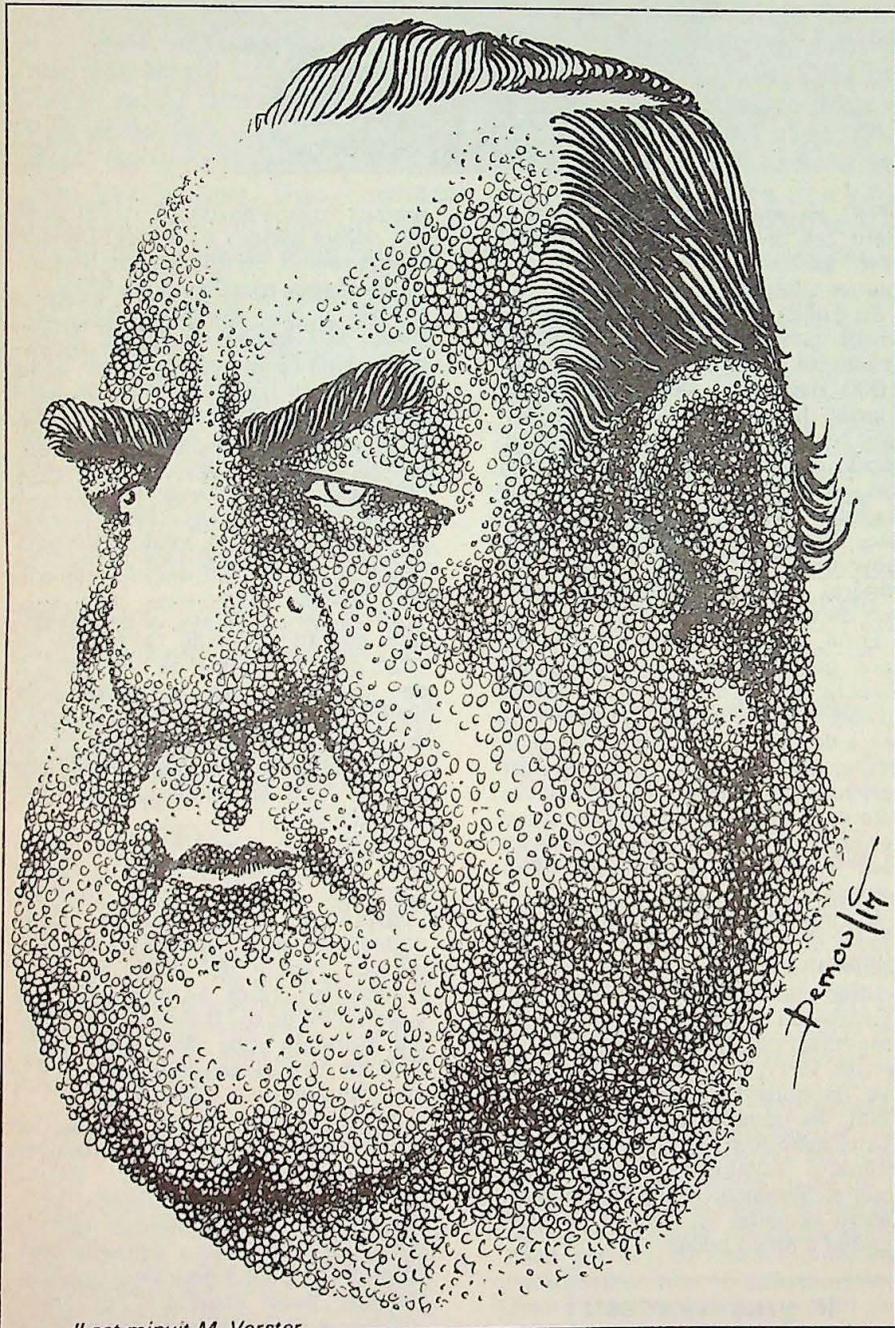
L'opposition noire en Afrique du Sud, et ses représentants à l'étranger, sans se faire d'illusion sur la portée d'un boycott économique extérieur, rappellent à chaque occasion que de telles initiatives, dans la mesure où elles contribuent à isoler le régime sud-africain et à contrer sa propagande, servent à épauler concrètement la lutte menée à l'intérieur du pays.

La France officielle, malgré sa pléthore de belles âmes si promptes à se pencher fraternellement sur le sort de l'Afrique, est loin de se laisser entraîner à de tels excès. Le 6 mai dernier, la commission de l'ONU sur les sociétés transnationales a adopté une résolution demandant à ces sociétés de s'abstenir de tous nou-

veaux investissements en Afrique du Sud et de se retirer progressivement de cette région. Une mesure sage et graduelle adoptée par trente six pays. Sept se sont abstenus (comme l'Australie, le Canada, les Pays-Bas, le Japon). Quatre ont voté contre, comme à chaque occasion semblable depuis des années: les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la République fédérale allemande, et bien sûr, la France. Encore bravo!

Philippe MARIELIE ■

(1) Un peuple sous les verrous, par le CRIAA, supplément à Apartheid Non.
(2) Journée « Afrique du Sud » organisée en 1974, au Centre français pour le commerce extérieur (CFCE).



Il est minuit M. Vorster

Les grandes centrales syndicales ont appuyé, par des déclarations, la semaine internationale de boycott de l'Afrique du Sud lancée en janvier dernier par la Confédération internationale des syndicats libres (CISL-Socialiste), la Confédération mondiale du travail (CMT - chrétienne), et la Fédération syndicale mondiale (FSM - communiste). Leurs journaux s'en sont fait écho; des pétitions ont circulé.

Mais la mobilisation en France a été loin d'atteindre le niveau constaté dans certains pays européens: le gouvernement norvégien, par exemple, a décidé de refuser aux sociétés

sanctions plus sévères aux Nations-Unies, et a écrit aux investisseurs allemands en Afrique du Sud pour leur demander d'accorder aux travailleurs noirs les mêmes droits que ceux des blancs. La Zambie, de son côté, a boycotté pendant une semaine l'achat et le stockage des produits alimentaires originaires du Sud. A Vancouver (Canada), les dockers ont délaissé pendant une semaine les navires venant ou partant pour l'Afrique du Sud. Pour la France, à notre connaissance, seule la Fédération FO des PTT semble avoir demandé à ses adhérents de suspendre, du 15 au 22 janvier, tout acheminement, vers l'Afrique du Sud et la Rhodésie.

vient de paraître
aux éditions Syros

Luttes ouvrières
et libération
en Afrique
du Sud

BRIGITE LACHARTRE



Syros

198 pages 29 francs

ARVEL

DECOUVERTE DE L'ALGERIE

Juillet et août

3 voyages animés
par un permanent de l'UGTA

Programme complet sur demande à :

ARVEL 12, bd des Brotteaux, 69006 LYON
Tél. : (78) 52-56-48

Ethiopie

la spirale de la terreur

Trois cent cinquante morts ou plus de mille ? Qu'on s'en tienne aux chiffres de *Libération* ou à ceux de la presse « bourgeoise », c'est autant de trop, pour ce premier mai sanglant d'Addis-Abeba.

Les témoignages convergent : le vendredi 29 avril, plusieurs centaines de jeunes — étudiants, lycéens, chômeurs — forment différents cortèges et scandent des slogans hostiles au DERG, le « Conseil militaire administratif provisoire » qui détient le pouvoir depuis trente mois. Comme l'an passé, ils réclament la constitution d'un gouvernement populaire civil.

Bientôt encerclés par l'armée puis regroupés, avec l'aide probable de miliciens des comités de quartier (les Kébélés), ils auraient été massacrés à la mitrailleuse dans la soirée. Les deux jours suivants, la chasse aux « gauchistes », aux « anarchistes », aux « éléments défaitistes » bat son plein...

Ces manifestants décimés ou durement réprimés semblent être militants ou sympathisants du Parti révolutionnaire du peuple éthiopien, déclaré ennemi de la révolution depuis quelques mois et passé à l'opposition déclarée... D'obédience marxiste-léniniste, il s'appuie sur une fraction importante des milieux universitaires, des cadres des secteurs public et privé : c'est pourtant dans ces « classes moyennes », cette intelligentsia, cette petite-bourgeoisie citadine, qu'à son origine la révolution éthiopienne avait trouvé ses plus fervents partisans.

Voilà qui nous entraîne bien loin de la « révolution tranquille » de 1974. Il y a en effet moins de quatre ans, en février, des étudiants et leurs professeurs réclamaient dans les rues d'Addis une réforme de l'enseignement et des relèvements de solde... Et puis, la terrible sécheresse finit par soulever contre la dynastie l'indignation populaire.

Assez vite, les militaires (50 000 hommes, équipés et formés à prix d'or par les Etats-Unis et Israël) vont prendre le relais, comme malgré eux. La mutinerie commence en Erythrée, dans cette province du Nord-Ouest qui longe la mer Rouge. Annexée par la force en 1952, on s'y bat depuis treize ans contre des Fronts de libération, eux-mêmes divisés... Le mouvement s'étend à tous les corps d'armée.

le Tibet de l'Afrique

Le petit monde urbain, celui des fonctionnaires, des employés et salariés divers, des commerçants, comme une partie du bas-clergé copte, ajoute bientôt ses revendications et ses mots d'ordre à ceux des intellectuels et des militaires... Non sans cacophonie et contradictions flagrantes.

La paysannerie, qui constitue 90 % de la population, maintenue dans un servage d'un autre âge, est restée jusqu'alors la grande silencieuse. Elle se manifeste pourtant par quelques jacqueries violentes, tournées surtout contre les riches propriétaires amharas.

En quelques semaines s'effondre le système impérial qui s'appuyait sans partage depuis des siècles sur une aristocratie corrompue et une église d'un particulier obscurantisme.

Cependant, en cette fin d'année 1974, tout reste à faire dans ce pays plus grand que deux fois la France, très cloisonné, aux populations diverses, fermé sur lui-même au point qu'on a pu le surnommer le « Tibet de l'Afrique ». Avec 30 millions d'habitants, il a un revenu annuel parmi les plus bas du monde : 50 à 60 dollars par personne...

l'Histoire qui s'accélère

L'Armée, parce que seule force organisée, détient la réalité du pouvoir. Elle va connaître, au sein du DERG qui au départ, comptait 120 officiers, des débats internes, des affrontements puis des règlements de compte impitoyables entre éléments ou tendances bien difficiles à qualifier : nationalistes unitaires ou fédéralistes, partisans d'un socialisme « africain », radicaux pro-soviétiques ou pro-chinois... Aucun projet social et politique ne se dégage avec netteté, tandis qu'étudiants, enseignants, syndicalistes se montrent déjà peu disposés à remettre purement et simplement leur sort aux mains des militaires.

Le premier homme fort du régime, le général Andom est exécuté en novembre 1974. En mars 1975, le DERG, tentant de rattraper l'Histoire qui s'accélère, décrète la réforme agraire. Les fermages exorbitants sont abolis ; la terre est nationalisée : elle appartient — du moins en principe à ceux qui la travaillent... En même temps sont instituées des « associations paysannes » qui regroupent deux à trois cents familles et ont tout pouvoir sur les différents aspects de la vie des campagnes. Les étudiants (60 000, dont beaucoup échoueront, désertent, ou rejoindront l'un ou l'autre maquis...) sont envoyés pour éduquer et animer le monde rural... Bien souvent, les initiatives de ces derniers ou les décisions prises par les associations débordent le cadre de la loi ou prendront des orientations imprévues. Le

Photo Sipa

DERG, ne pouvant contrôler parfaitement ces communautés, distribuera avec parcimonie des armes aux milices villageoises.

En juillet 1975, des lois urbaines furent aussi promulguées qui nationalisèrent le sol des villes de plus de 2 000 habitants. Désormais, il est interdit de posséder plus d'une maison ; les rentes foncières et immobilières deviennent propriété d'Etat. Ces mesures ne manquent pas de dresser contre le gouvernement militaire des milieux citadins de petite ou moyenne bourgeoisie, vivant (en général, assez modestement) de location de cases.

Enfin, sur le modèle des associations paysannes, la loi institue des associations urbaines, les Kébélés, ou comités de quartier, qui ne tardent pas à devenir le cadre et l'enjeu d'affrontements souvent sanglants entre partisans du DERG et opposants. Attentats, rafles, perquisitions, entretiennent un climat de terreur dans les rues d'Addis-Abeba au moment du couvre-feu.

L'armée, bien que méfiante, a distribué des armes aux milices des Kébélés. Contre le PRPE, elle a le soutien souvent encombrant du POMOA ou « Bureau provisoire pour l'organisation des masses ». En février 1977, à la suite d'une tentative de putsch manqué, le chef de l'Etat, le général Teferi Bante, est abattu avec sept membres du Conseil militaire. Aujourd'hui, le lieutenant-colonel Mengistu Haïlé Marian, reçu l'autre semaine en héros à Moscou, semble s'être imposé.

le gros morceau : l'Erythrée

Autre donnée déterminante de la poudrière éthiopienne : les mouvements de dissidence régionale, les maquis sécessionnistes, les « chouanneries », plus ou moins sporadiques, plus ou moins spontanés, qui se signalent dans presque toutes les régions du pays et à toutes les frontières.

Au Sud, on compte jusqu'à trois « fronts » de libération des Gallas ou Omoros. A l'Est, l'Ogaden, peuplé de Somalis, constitue un point de turbulence depuis longtemps et est revendiqué par la Somalie voisine. Plus haut, existe une rébellion afar. Au Nord, dans le Tigré et le Gondar, les

maquis royalistes de l'EDU infligent des revers sérieux à l'armée. Dans la même région, on trouve aussi les premiers foyers guerilleros du PRPE...

Mais le gros morceau reste l'Erythrée. Les forces du DERG, empêtrées dans cette guerre de « pacification » (1) qui n'en finit pas, ne sont guère en sécurité que dans les villes. Elles préparent en ce moment une grande offensive pour laquelle elle mobilise par camions entiers les milices villageoises et urbaines : c'est la réédition, qu'on veut cette fois décisive, de la « Marche rouge » de l'an dernier.

Enfin, le contexte international pèse de tout son poids. On assiste en effet, dans la « Corne de l'Afrique », à de spectaculaires renversements d'alliance dont l'enjeu est le contrôle stratégique de la mer Rouge et de l'océan Indien, du passage entre Nord et Sud, entre le monde occidental et l'Afrique-Asie.

La Somalie, naguère alliée privilégiée de l'URSS, s'apprête à entrer dans une coalition avec le Soudan, l'Egypte et l'Arabie saoudite. Cette nouvelle alliance « arabe » peut compter sur l'appui des USA et de la France (qui craint, en particulier, les visées d'Addis sur Djibouti...). L'Ethiopie, autrefois « fille aînée » des Etats-Unis en Afrique, se retourne d'un bloc vers Moscou (et la Havane ?).

Il ne s'agit donc pas d'ignorer les pressions étrangères, les manœuvres des grandes puissances. Encore moins de minimiser l'ampleur et la complexité des problèmes dont a hérité la « révolution éthiopienne ». Mais on ne peut aujourd'hui que s'interroger avec anxiété — et amertume — sur les réponses données par le DERG aux questions de l'Histoire.

La répression systématique, le massacre, les rafales de mitrailleuses ne peuvent être érigés en méthode proclamée de gouvernement. La seule exploitation des antagonismes de classes, de clans, de couches, de régions, n'est pas un principe suffisant pour légitimer et asseoir un pouvoir révolutionnaire ; encore moins pour jeter les bases d'une nouvelle société socialiste... Que reste-t-il à espérer de la fuite en avant, de l'escalade de violence, de cette spirale de la terreur dans laquelle le pouvoir militaire semble s'être irrévocablement engagé ?

René LANARCHE ■

les armes de la critique

festival de Cannes les orphelins gagnent

de notre envoyée spéciale
Fabian Gastellier

Commencé avec un jour de retard, le festival officiel de Cannes s'ouvrait sur une promesse : *La chambre de l'Evêque*, dernière réalisation de Dino Risi, présentée hors compétition. Dire que le public et la critique se sont précipités ventre à terre pour ne voir qu'un mirage est en-deçà de la vérité. Déception ? Pis ; Dino Risi, croyant faire une comédie, a laissé carte blanche à son principal acteur, Ugo Tognazzi, qui finit par en faire des kilos. Livré à lui-même dans un rôle de grand bourgeois obsédé sexuel, il sert de prétexte à un film vide de sens, misogynne et vulgaire.

Dans le cadre de la sélection officielle, le Canada présente deux films : *Ce vieux pays où Rimbaud est mort* de J.-P. Lefebvre, attendu avec impatience. Et *J.A. Martin, photographe* de Jean Baudin : chronique douce et poétique de la vie d'une femme coincée dans la rigidité du Québec des années 1900 et qui refuse son rôle d'épouse rangée à la maison ; analysant avec précision les rapports d'un couple victime des tabous et autres préjugés, Jean Baudin réussit un film tendre et efficace. Une petite musique de nuit que l'on écoute avec plaisir.

Toujours dans les « officiels », la France est présente *La communion solennelle* de René Féret et *Le camion* de Marguerite Duras. Le propos de Féret était difficilement défendable : construire l'histoire d'une famille à travers trois générations et dessiner, ainsi, le profil d'une époque. Faire, en quelque sorte, la radioscopie de la France des années 1900 à 1945. Pléiade de vedettes, « stars » tous azimuts, complainte « popu » de Serge Reggiani et souvenirs amers de Jean Renoir et Jean Vigo : le film se voulait sensible et franc ; il m'a paru qu'il sonnait faux.

un camion qui « roule » bien

Chez Duras en revanche, tout m'a semblé vrai. Deux êtres parlent ensemble d'un film qu'ils auraient pu tourner mais dont nous ne saurons jamais rien de précis, voilà le sujet du *camion*. Remise en question de l'art, de la création, du cinéma : *Le camion* est un film « complètement politique » selon son auteur. C'est du moins du cinéma qui se pose des questions.

Autre cinéaste de recherche, Benoît Jacquot présentait, dans le cadre de la Quinzaine des réalisateurs, un second film prometteur : *Les enfants du placard*. Mais qu'a voulu dire Benoît Jacquot avec cette histoire d'un frère et d'une sœur qui se retrouvent vingt ans après leur petite enfance commune ? Que signifient les silences boudeurs de Lou Castel ? Quel est le « message » de ce film snob et bavard ? Enfant illégitime de Bresson et Duras, Benoît Jacquot les imite mal.

Retour à la sélection officielle, avec

la très belle *Iphigénie* de Michael Cacoyannis, Irène Papas et Tatiana Papamoskou. Cacoyannis se veut un auteur « né sous le signe d'Euripide ». Après *Electre*, *Les Troyennes*, son *Iphigénie* a la force de la tragédie sans être du théâtre filmé. Réalisé à partir de thèmes antiques pour dénoncer le pouvoir et l'idée de guerre, le film frappe fort. Et puis, Irène Papas en Clytemnestre...

les enfants, la guerre

Reste le plus beau film de ce début de festival : il vient de l'Est,

d'URSS ; il impose d'un seul coup le talent du cinéma soviétique, il s'intitule *Les orphelins* il est de Nikolai Goubenko. « Les enfants et la guerre, nous dit un texte en exergue du film, il n'y a pas pire confrontation. » Poème à la fois drôle et douloureux sur une enfance arrachée à elle-même et détruite par la guerre des autres, *Les orphelins* est aussi l'itinéraire vers le

jamais et qu'Alexei a joué perdant en essayant de retrouver ce qui n'est plus. A travers ses rencontres, à travers l'évocation de son jeune âge et de ses rudes années d'orphelinat, le malaise des époques condamnées resurgit.

Quelle que soit la nationalité du blessé, la mémoire est dangereuse. Admirable de bout en bout ; filmé avec

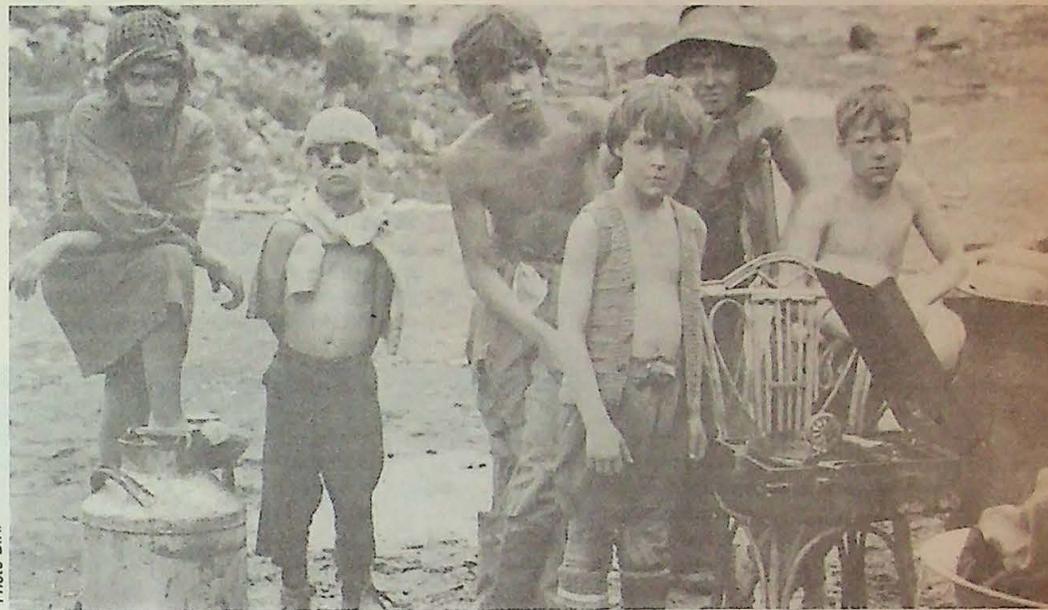


Photo D.R.

passé d'un homme malade de sa mémoire. Alexei part à la recherche des morceaux épars de sa famille. Un frère ici, un autre là... Ils savent bien, tous, que l'enfance ne recommence

une discrétion et une pudeur étonnantes, *Les orphelins* est certainement l'un des plus beaux films du 30^e festival de Cannes. Sera-t-il reconnu ?

Ferdinand et la passion de l'ordre

D'aucuns sont saisis par la débauche.. Ferdinand Reiche est lui, saisi par la passion de l'ordre. Le nouveau héros du film de A. Kluge (1) est l'incarnation du souci obsessionnel de la sécurité qui règne dans certaines couches de la population en RFA.

Contrairement à ce que Kluge veut nous faire croire, Ferdinand n'est pas un « Allemand moyen », c'est un ancien flic des renseignements généraux, vidé de la police parce que irrespectueux des procédures officielles qu'il jugeait inefficaces. Il se reconvertisse alors dans le privé, comme chef de sécurité d'une milice patronale, dans une grande usine qui est sous contrôle d'un trust multinational. Ferdinand est un « compétent » (1) et il place l'ordre au-dessus de toute autre valeur qu'elle soit morale ou économique. Mais l'ordre n'est pas la finalité de l'entreprise. Cela Ferdinand ne peut le comprendre. Sa perversion l'égare et il sera licencié pour en avoir « trop fait ». Kluge achève par un coup de théâtre : Ferdinand, maniaque de l'ordre, commet un attentat contre l'Etat (= ordre), en la personne d'un monstre, pour montrer que la sécurité n'est pas garantie et que ceux qui en sont chargés sont incompétents !

Ce paradoxe final ne sauve pas le film. En fait, Kluge n'a jamais trouvé ici le ton juste. Il oscille entre le documentaire et la caricature. On regarde d'un œil froid ce film glacial. Certes, la « distanciation » est réussie, mais l'ennui gagne la partie. Trop de

grosses ficelles rendent peu crédible la démonstration et nuisent à l'efficacité. De ce point de vue, le cinéma politique de Kluge est à l'opposé de celui de Schlöndorff. Il y a pourtant, éparées des notations justes sur la paranoïa de Ferdinand. Mais les ennemis de « l'ordre libéral démocratique » (concept-clé de la Constitution ouest-allemande), qui sont-ils ? On nous montre quelques maoïstes. Or chacun sait, qu'en RFA, on a peur essentiellement du communisme... ou des anarchistes. Kluge nous décrit la répression dans l'entreprise, mais on ne voit jamais l'attitude de la puissance syndicale vis-à-vis de cette répression ; or ceci est impensable dans l'entreprise allemande. D'autres invraisemblances (vol par la milice de Ferdinand du matériel d'une entreprise rivale, entraînement conjoint de sa milice avec les troupes de choc d'un groupe d'extrême droite) alourdissent encore le récit.

Même avec de bons acteurs (Heinz Shubert dans le rôle de Ferdinand est remarquable d'authenticité, teigneux, gluant et venimeux), il ne suffit pas de bons sentiments pour faire un bon film. Il y avait certainement au départ l'ambition courageuse de montrer des

faits symptomatiques et le danger des « mécaniques froides » du style de celle de Ferdinand. Kluge a raison : le danger existe. Idéologiquement, il a raison aussi : la bourgeoisie capitaliste de RFA est prête à investir dans la sécurité (ou dans l'assurance contre les risques de troubles sociaux, comme cela se voit en France) pour maintenir son ordre sur la classe ouvrière allemande, c'est-à-dire dans l'entreprise. Elle peut faire confiance pour le reste au gouvernement Schmidt : il assume l'ordre au niveau de l'Etat. Sur ces points essentiels, il faut aller voir le film de Kluge. Et le soutenir.

Cette société secrète des fanatiques, Ferdinand en est un. Mais son extrémisme le rend marginal. Nous attendons un film sur « le citoyen et l'ordre ». Celui qui nous montrera le lecteur du Bild Zeitung, abonné à la TV à l'émission X, Y, Z et fidèle électeur de Strauss... Qui filmera la « Weltan-Schaung » de l'Allemand d'aujourd'hui ? Peut-être Kluge... la prochaine fois ?

Alain CHATAIGNIER ■

(1) A. Kluge, né en 1932, écrivain et cinéaste ouest-allemand a réalisé Anita G. (1966), Les artistes sous le chapiteau ; perplexes (1968), Willy Tobler (1971), Le grand saccage (1971) tous deux inédits en France et Travaux occasionnels d'une esclave (1971).

le théâtre n'est plus ce qu'il était...

La dernière production du Théâtre national de Strasbourg, *Week-end à Yaïck*, s'inscrit dans le repérage qu'ont entrepris Jean-Pierre Vincent et son équipe de ce qui, dans le monde bloqué d'aujourd'hui, peut renouveler les rapports du public avec le théâtre.

Dans *Week-End à Yaïck*, la situation du spectateur de théâtre — situation confortable dans les salles obscures — est délibérément mise en question. Il s'agit d'éveiller l'inquié-

visite guidée, avec discours de l'hôtesse, qui est un petit cours d'histoire montrant l'intérêt d'une visite à Yaïck. A Yaïck, en effet, éclata la révolte de Pougatchev qui, s'appuyant

diffusion télévisée d'un film consacré à Essenine, auteur d'un très beau poème sur Pougatchev, film qui évoque, en des images parfois déconcertantes, tantôt les thèmes de ce poème, tantôt des moments de la vie échevelée d'Essenine et de son épouse (Isadora Duncan toute en voile bleu), avec, pour commentaire permanent, en traduction française, les textes du poème. De menus événements de la vie quotidienne rompent la continuité de l'attention portée au film, mais, s'ils ont le moindre caractère inquiétant, ils sont aussitôt gommés par un propos rassurant de l'hôtesse. Le spectateur ne peut pas alors ne pas prendre conscience de la distorsion évidente entre la poésie et l'héroïsme montés en épingle et la réalité policée, sinon policière, qui se dérobe derrière l'accueil sympathique de la population de Yaïck. La soirée se termine par un incident que les uns

mise en cause de la pratique de l'accueil touristique dans l'immensité russe comme dans l'immensité chinoise où sonnent faux les échantillons montrés. Mais surtout, il ne peut échapper au malaise de se trouver, lui spectateur, dans une situation totalement inattendue.

Peut-être est-ce là une expérience limite. Car non seulement ce spectacle n'est pas fondé sur une pièce de théâtre avec ses personnages, son articulation, son intrigue, sa nécessaire progression dramatique et se déroule dans un lieu étranger à toute convention théâtrale, mais, ayant réuni des spectateurs et les gardant rassemblés dans les conditions que j'ai dites, il refuse fondamentalement de se constituer en spectacle. Ses auteurs ne proposent, morcelés, que des éléments de réalité ou de spectacle que celui qui les regarde doit organiser, ou non, dans son esprit, immédiatement ou dans le différé du souvenir.

Faisant suite à l'éclatement scénique de *Baal*, mais plus radicalement détaché de toute tradition, *Week-End à Yaïck* réclame du public à la fois une attention et une plasticité aux situations tout à fait originales.

Dominique NORES ■

Théâtre National de Strasbourg, jusqu'au 15 juin.

un chant profond

Hubert Juin vient de publier un grand livre (1), de ceux qui restent, une fois évanoui le tumulte de « l'actualité littéraire ». Ce « roman-poème » nous emporte dans un rythme vaste où se nouent et brillent d'inoubliables images, où le texte devient végétation, mouvement de marées. Ainsi, devant le poème imprimé, le désir nous prend de ne plus seulement lire, mais de dire ces mots, de les prononcer, chanter, mâcher, pour donner la vraie mesure de ce qu'ils nous communiquent : nous sommes ici dans la lignée d'une poésie qui ne se sépare pas du chant, et accueille toutes les dimensions du monde, les thèmes obsédants qui tissent le rêve et la réalité (politique, paysages, femmes, éléments, futur et mémoire, bonheur et violence...). Le titre même du recueil évoque d'ailleurs cette tradition qui prend racine dans les luttes humaines les plus profondes : les poèmes d'Hubert Juin font écho à ceux de Neruda ou de José Lezama Lima, et s'en démarquent dans le même temps par leur manière originale de sculpter à vif la langue française : « *O belles garces de la rue, vous êtes nos arbres citadins, et les oiseaux viennent boire entre vos seins, battant des ailes autant que les spectateurs lorsque le rideau tombe brisant le chant* ».

Poésie en guerre, en vie ; êtres et choses convergent et se rencontrent pour s'imprégner mutuellement et mieux éclater ; poésie pleine, sans relâche tendue comme le désir, comme «... la soif lorsqu'elle bat des ailes ».

J.-F. MATHE ■

(1) Hubert Juin, *Les Guerriers du Chalco*, Paris Belfond, 1977, 193 p.

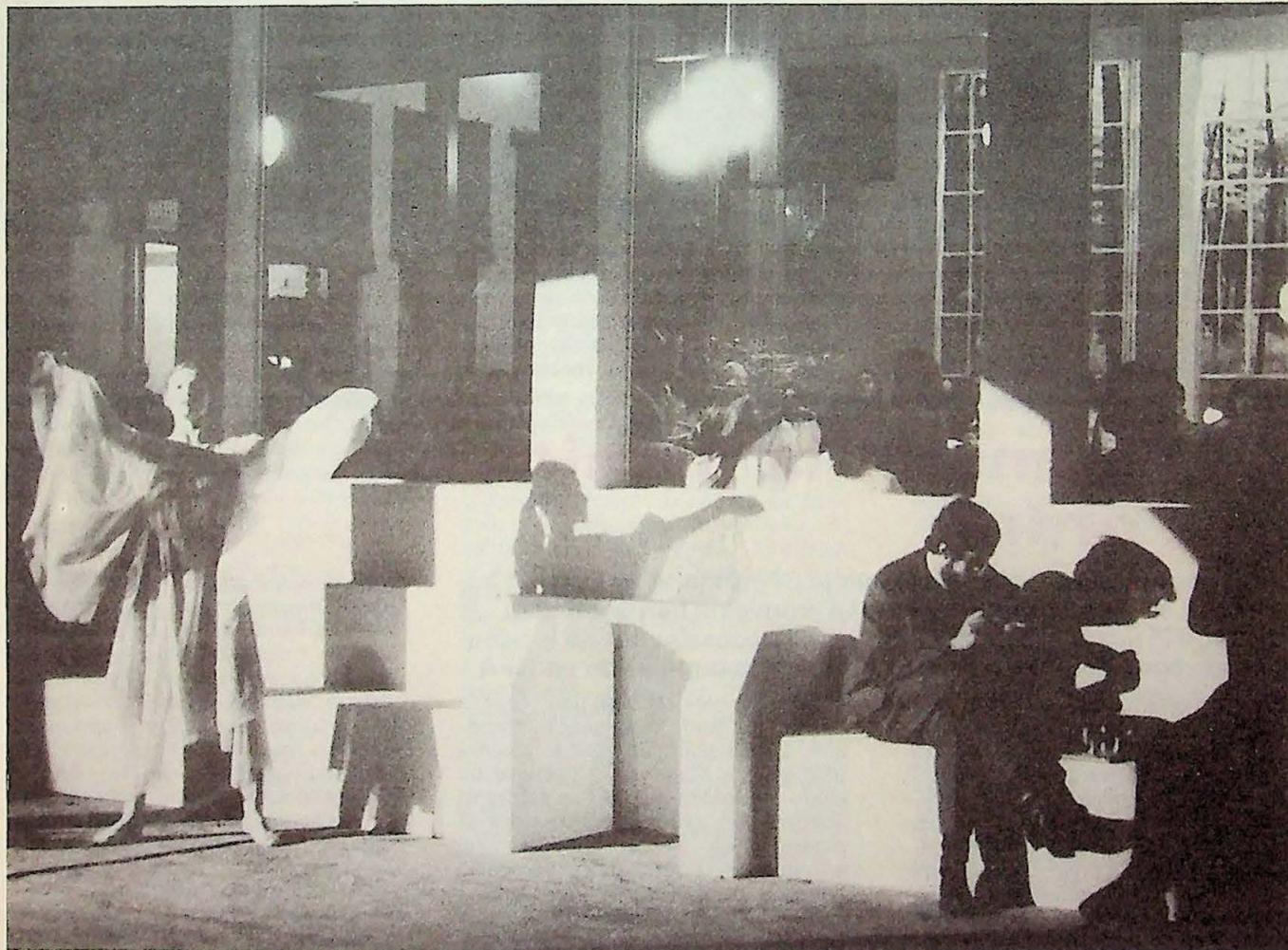


Photo Sabine Strasser

tude du spectateur face à cette situation et, au moins, de le rendre responsable dans sa fonction même de « regardant ».

rendez-vous dans le hall

Assimilés aux clients d'une agence internationale de tourisme, les spectateurs passent par une alternance d'urgence et de temps morts. Rendez-vous dans le hall central du Palais du Rhin, présentation des titres de transport, attente de chacun dans le groupe qui lui est autoritairement assigné, embarquement dans les autocars, musique impérative empêchant les conversations particulières, tandis que le car prend son allure de

sur le mécontentement des paysans de la Volga, résista pendant deux ans aux armées de la Grande Catherine. On arrive ensuite au but du voyage, Yaïck. Dans un vaste hangar, les constructeurs du TNS ont édifié une place de petite ville, café à terrasse voisinant avec un foyer de vieux travailleurs et deux demeures privées — lieux entre lesquels les visiteurs vont être répartis. Chaque groupe vivra alors une soirée en compagnie des autochtones, et de façon différente puisque lieu et hôtes sont différents. Les comédiens du TNS ont soutenu la gageure d'apprendre leur rôle en langue russe, et les hôtesses traduisent au fur et à mesure les propos destinés aux visiteurs. Ce qui est cependant commun à tous les groupes, c'est la

voient de la terrasse du café, les autres des fenêtres ou du balcon : sur la place tandis que retentissent les accents les plus traditionnels d'un orchestre tzigane, une sorte de marginal alcoolique, tout en faisant partie du même folklore pour étrangers, clame furieusement le poème que Maiakowski écrit à l'annonce du suicide, le 28 décembre 1925, d'Essenine.

il est évident ?...

Il est évident qu'on peut lire dans ce spectacle — mais en est-ce vraiment un ? — des choses diverses. Le spectateur est libre d'y percevoir une ironie sur les voyages culturels, une

points de vue

La maison des autres, c'est déjà loin, plus d'une semaine. Il nous en reste plus de souvenirs que du débat Barre-Mitterrand... Et pourtant, on éprouve encore le besoin d'y revenir. Vous savez, ce film-télé en deux épisodes (le second passait mercredi 11 sur TF 1) qui racontait l'apprentissage d'un jeune pâtissier dans les années 38-39... Il valait mieux que ce qu'on en a dit.

Parce qu'au delà de l'anecdote bien troussée : les premiers émois de l'adolescence, la peine et les coups durs d'un bout d'homme, il y avait aussi quelques séquences bien racontées, bien senties sur les rapports de travail entre patron, chef, ouvriers, arpètes... Quelques petites choses aussi sur les débuts hésitants, hasardeux de l'engagement politique, du combat syndical.

Tout cela, rapporté sans dialectique insistante, en images vivantes et rapides, sur le fond des désillusions et des acquis du Front populaire — du début de la dernière guerre... Bref, et on se répète : c'était l'œuvre de Jean-Pierre Marchand, un monsieur qui connaît son métier et même un peu plus. Bernard Clavel, l'auteur du roman, est quelqu'un de très bien aussi.

non pas de la frime

Voici la preuve, s'il en est besoin, qu'on peut produire un feuilleton « qui marche », en disant vrai, en maniant un véritable langage audio-visuel et, par dessus le marché, sans mépriser son public.

Vendredi, sur FR 3 : à coup sûr, ou presque, un moment à ne pas rater. Il s'agit d'enquêtes ou de dossiers qui donnent une assez juste idée de ce que peut être le journalisme de télévision. C'est-à-dire : non pas de la frime sous les « PROJOS », où on y va de la prunelle, de son timbre de voix ou du dernier calembour. C'est-à-dire : non pas de l'interview vite fait-bien fait à la fin du banquet ou avant un « sommet »... Mais un travail de recherche et de réflexion, sur documents, caméra et micro au poing, nécessitant du temps, des déplacements, des heures de prises de contact et de conversations. Et surtout, le long, très long, fastidieux délicat et passionnant effort de montage

24 mai : après la manif, le cinoche

Le groupe CFDT de La Hague vient de faire un film... sur le nucléaire.

Ça s'appelle « Condamnés à réussir ». Vous pourrez le voir le 24 mai au Palais des Arts, 102, bd Sébastopol, Paris 3^e, à 20h 30. ■

et de commentaire, pour trois petits quarts d'heure de diffusion.

Le 13, au programme : « Les médailles »... Enquête et réalisation de Henri-Pierre Vincent et Janick Audouar. Il y a les « vraies » : Légion d'honneur, palmes académiques, Mérite agricole... Il y a les « fausses », distribuées contre argent comptant par des « faux » ordres. Des centaines de milliers de gens en bavent, intriguent, se battent pour les obtenir. Beaucoup d'entre eux sont prêts à tous les rituels, toutes les postures et les impostures, toutes les conjurations, tous les Ku-Klux-Klan... A travers ces demandes de distinction, de hiérarchie, d'encadrement, on devine pourtant des désirs plus complexes, des rêves plus troubles, des besoins dévoyés de reconnaissance, de fra-

ternité, d'évasion de nos sociétés anonymes... Pas drôle et pas simple.

les patrons ? ça n'existe pas

Ce même soir, on a attrapé au vol notre *Apostrophes* hebdomadaire sur l'A2, consacré aux « patrons ». Qui l'eût cru ? Il paraît que ça n'existe pas... Harris et Sedouy, qui viennent de commettre un gros livre auraient écrit sur du vent. Etaient présents : Alexis Gourvenec, avant tout paysan breton en révolte, accessoirement président de deux sociétés légumières. Un certain Philippe de Rothschild, poète et vigneron... Pierre de Calan, mystique, homme de vocation, qui passe quelques heures par semaine à sa banque. Francine Gomez, femme d'abord et un peu PDG de Waterman ; et son mari, Alain, directeur de Saint-Gobain emballages, mais surtout compagnon de route du CERES...

Pivot, le galopin bien connu de la littérature, a de temps à autre de bonnes questions : « Mais enfin, qu'est-ce qui vous motive ? ». Brasser des affaires ? Manipuler l'argent, l'esprit des autres ? Diriger les hommes ?... Pas de réponse. « Etes-vous capitaliste ? ». Silence. Personne, mais personne ne voit de quoi diable il veut parler.

Décidément, le « métier de patron », le « pouvoir » : pas simple non plus.

René LANARCHE ■

les mots croisés de TS

Horizontalement :

I. Absolument ou relativement, en tout cas appauvris. II. Arbitrairement, ce n'est pas rare — Berceau de Chirac... et de quelques autres. III. Très attachants. IV. Elles en ont ras-le-bol — Quelle veine ! V. Canton — En froid — Fait froid ou donne chaud ! VI. Prénom — Quel baigne. VII. Des tranches mensuelles. VIII. Tels des bains vivifiants — Peut être faux. IX. Déversé par un jaloux — Donc est. X. Il y en eut de Français ! — Impératrice des navets.

Solution du n° 24

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	A	V	O	R	T	E	M	E	N	T
II	S	E	S	E	C	I	M	E	E	
III	S	I	S	E	O	S			N	
IV	O	L	E	O	D	U	C		C	T
V	M									
VI	P	A	S							
VII	T	R	E	I	L	L	E	S		S
VIII	I	E	S							
IX	O	N								
X	N	E	O	N						

Problème n° 25

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

Verticalement :

1. Des mesures très insuffisantes ! 2. Des ennuis — On les tire ? 3. Vieilles vaches — Rimait à Athènes. 4. Des égoïstes. 5. Serrés. 6. Brame — Dans un piano — Lacoste et Bergeron y sont toujours (sigle). 7. Dures à purger quand elles sont lourdes. 8. Possessif — En peine — Donnait le frisson dans le 11^e — Selon Bruant. 9. Mais pas forcément choyées. 10. Possessif — Des poils qui se croisent.

sélection Radio-TV

Samedi 21 mai à 21 h 30 sur France-Culture : *Histoire de parler ou la Naissance du silence*. Le langage victime et bourreau.

A 20 h 35 sur Antenne 2 : dramatique *Monsieur Zéro* de la radio-télévision canadienne.

Dimanche 22 mai à 20 h 40 sur France-Culture : *Le Roi midas a de grandes oreilles d'âne*. La société actuelle est dominée par le secret.

A 22 h 15 sur TF 1 : *Mémoires télévisées de R. Nixon (2)*, la politique étrangère.

A 22 h 44 sur Antenne 2 : les Français et la contraception « le choix ».

Lundi 23 mai à 20 h 30 sur FR 3 film *Le rideau déchiré* de Alfred Hitchcock.

A 21 h 55 sur Antenne 2 : *Tous les chemins mènent à Rome*. Troisième partie : la nouvelle architecture.

Mardi 24 mai : grève générale.

Mercredi 25 mai à 20 h 30 sur FR 3 film *Lisa* de Marco Ferreri.

Judi 26 à 20 h 30 sur FR 3 film : *Rocco et ses frères* de Luchino Visconti.

A 21 h 30 sur Antenne 2 : *Le grand échiquier* de Jacques Chancel.

A 21 h 40 sur TF 1 : *l'Événement*, mémoires de Richard Nixon : les derniers jours.

Vendredi 27 mai à 18 h sur Antenne 2 : *Bande à part*. Claude, Françoise, Christian, Nadine et les autres. Quatre vies parallèles, qui hors de la norme cherchent des solutions nouvelles.

A 20 h 30 sur FR 3 dans la série *Ailleurs* : la Norvège.

A 22 h 50 sur Antenne 2 : ciné-club *Quelque part quelqu'un* de Yannick Bellon. ■

fête du psu

Vassiliu

(Le samedi soir sur le grand podium.)

Loin du pauv'gars qui s'appelait Armand et de son tube 73 : « Qui c'est celui-là ? », c'est le poète campagnard Vassiliu qui nous viendra à la fête. Il tente peu à peu d'échapper à son étiquette « chanteur à tubes » pour imposer ce qu'il aime : poésie douce-amère, humour, nostalgie, amour et amitié.

Béranger

(Dimanche 5 à 18h 30 sur le grand podium.)

Est-il vraiment nécessaire de le présenter pour son troisième passage à la fête du PSU. Depuis 75, il a creusé son trou dans la chanson française avec son style et un public bien à lui. Et pourtant, les radios l'« oublient » dans leur programmation. Serait-il trop médiocre auprès de Nicolas Peyrac, C. Jérôme et autres gauchardises ?

Mama Bea Tekielski

(Dimanche 5 à 20 heures sur le grand podium.)

On l'appelle aussi « la veuve noire du french rock ». Mama Bea, c'est avant tout un long cri venu du ventre, un chant comme pour aider à sortir l'enfant qui va naître et qu'il est impossible aux hommes d'imiter : « il semble que les femmes, dit-elle, aient quelque chose en plus sur le plan de la voix, de la libération vocale ». Mama Bea, s'il faut la situer, serait un étrange cocktail de Janis Joplin, Ribeiro, Magny, avec un zeste de Buphy Sainte-Marie. Une des révélations de la programmation.

Julos Beaucarne

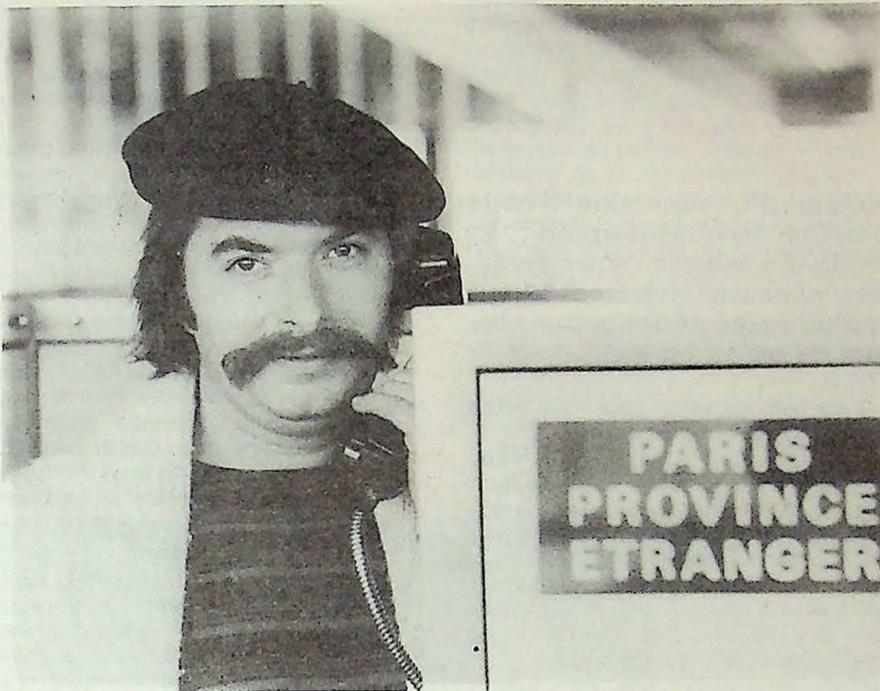
(Dimanche 5 à 20 heures sous le chapiteau.)

Petit poète wallon qui commence à prendre une grande place dans la chanson. Petit, non par la taille ou par le talent, mais plutôt par ce qui le caractérise : le côté *anti-star*.

Un petit bonhomme bucolique qui trimbale ses histoires-chansons pleines d'humour subversif. Avec Julos, les lieux communs deviennent originaux. En témoignent ses fameux *communiqués colombophiles* : *Des primevères ont fait leur apparition dans le bois de la Housière. Le Front de libération des arbres fruitiers revendique la responsabilité de cette manifestation de vie.*

Orchidée

(Samedi 4 à 18h 15 sur le grand podium.)



Rock de la ménagère. Encore de l'humour, plein les moulins à café. Trois filles pleines de musique, de rythmes, d'humour. Trois filles qui « déménagent » sans l'aide des hommes (comme il est courant) pour l'accompagnement musical : percussions, orgue, guitare, basse.

Si vous voulez avoir un avant-goût de la chose, faute de disque qu'elles n'ont pas encore fait, vous pouvez les voir dans le film d'Agnès Varda : *L'une chante, l'autre pas*, programmé à la Fête des Femmes.

fête des minorités nationales et de l'expression internationale

Cette fête constituera avant tout une rencontre des cultures minoritaires nationales et internationales. Nous ne les avons pas limitées à l'Occitanie, à Bretagne et au Pays Basque. Ni même aux provinces françaises. Ils sont venus de partout chanter leur pays : Picards (Marc Monsigny), Berrichons, Arméniens, Lorrains (Pierre Honnot), Mexicains (Judith Reyes), Landais (avec le Graal)...

Le podium, placé au centre de la cité internationale et des différentes fédérations de province du PSU, permettra un rapport public-artistes, chansons-théâtre-débats, différent.

Rapprocher, mêler, écarter ensemble, culture et politique : n'est-ce pas le sens même d'une fête ?

expression libre

Place au public-artiste. Les podiums femmes et minorités nationales, expression internationale, laisseront quelques heures chaque après-midi aux artistes (amateurs ou professionnels) éventuels. Rompre le caractère préfabriqué des fêtes d'aujourd'hui, enrayer le circuit de grande consommation et passer à la production individuelle et collective : c'est le sens de cette proposition d'expression libre. Imaginons la 15^e fête du PSU ; chacun vient avec son instrument, de la contrebasse à la casserole, proposer aux autres, sur le tas, spontanément, son *truc*.

C'est une initiative à rôder. Il suffira d'aller s'inscrire auprès du régisseur de chaque podium dès le samedi matin.

A vos marques... prêts... partez !
GRANDE SOIRÉE
LATINO-AMERICAINE

Le samedi soir, au théâtre de verdure avec Martin Saint-Pierre (Argentine), Manduka (Brésil), Le Bereju (Colombie), Le Cuarteto Cedron (Argentine).

GONGI ! On annonce leur séparation, venez les écouter au moins une fois à la fête.